

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

**INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE**



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

**NATIONAL INSTITUTE OF
STATISTICS**

CARTOGRAPHIE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AU CAMEROUN

MANUEL DE L'AGENT ENQUÊTEUR

Mars 2020

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| SOMMAIRE | 1 |
| AVERTISSEMENT | 2 |
| INTRODUCTION..... | 3 |
| CHAPITRE 1 : GENERALITES SUR LES ENTREPRISES | 5 |
| I.1 Notion d'entreprise et d'activité économique | 5 |
| 1.1.1. Notion d'activité économique | 5 |
| 1.1.2 Notion d'Entreprise | 5 |
| I.2. Organisation de l'entreprise | 5 |
| I.2.1 Entreprise individuelle | 5 |
| I.2.2 Société..... | 5 |
| I.3 Notion de Petite et Moyenne Entreprise | 7 |
| CHAPITRE 2 : PRESENTATION ET DEROULEMENT DE LA COLLECTE..... | 8 |
| 2.1. Objectifs | 8 |
| 2.1.1. Objectif global..... | 8 |
| 2.1.2. Objectifs spécifiques | 8 |
| 2.2. Résultats attendus | 8 |
| 2.3. Champ de l'étude..... | 8 |
| 2.4. Approche méthodologique | 9 |
| 2.4.1 Unités d'échantillonnage et d'observation | 9 |
| 2.4.2 Repérage des unités d'observations | 10 |
| 2.4.3 Echantillonnage | 10 |
| CHAPITRE 3 : RAPPEL DES TECHNIQUES DE COLLECTE ET CONSEILS GENERAUX..... | 16 |
| 3.1 Rappels des techniques de collecte | 16 |
| 3.1.1 Le travail de l'agent enquêteur | 16 |
| 3.1.2-La maîtrise du questionnaire | 16 |
| 3.1.3-Matériel nécessaire pour l'enquête | 16 |
| 3.1.4 Comment contrôler le questionnaire rempli..... | 17 |
| 3.2 Quelques conseils utiles | 17 |
| 3.2.1-Comment se présenter..... | 17 |
| 3.2.3 Comment lire les questionnaires | 19 |
| 3.2.4 Comment obtenir de l'assistance..... | 19 |
| 3.2.5 Quelques recommandations utiles..... | 19 |
| CHAPITRE 4 : PRESENTATION DES INSTRUMENTS DE COLLECTE | 21 |
| 4.1- PRESENTATION DU QUESTIONNAIRE ENTREPRISE | 21 |
| 4.2- Présentation du questionnaire « Etablissement de crédit »..... | 22 |
| CHAPITRE 5 : REMPLISSAGE DES QUESTIONNAIRES | 23 |
| PREMIERE PARTIE : QUESTIONNAIRE ENTREPRISE | 23 |
| DEUXIEME PARTIE : QUESTIONNAIRE ETABLISSEMENT DE CREDIT | 45 |

AVERTISSEMENT

Agents enquêteurs, ce manuel est votre guide de travail. Lisez-le attentivement et suivez ces instructions de manière méticuleuse.

Le but de votre travail est de recueillir auprès des entreprises et un certain nombre d'informations et de les consigner sur des fiches conçues à cet effet. Ces fiches sont appelées **QUESTIONNAIRES**.

Cette étape de collecte de l'information participe à la mise à jour de la cartographie des PME camerounaises en vue de promouvoir efficacement leur compétitivité.

Votre travail constitue l'une des phases les plus importantes dans l'étude de cette monographie. S'il est mal fait, cela entraînera irrémédiablement des résultats erronés et anéantira tous les efforts entrepris jusqu'ici. Aucune défaillance n'est donc permise à votre niveau.

Vous devez être attentifs pendant cette formation afin de maîtriser toutes les notions qui vous seront enseignées.

Pendant le travail sur le terrain, vous serez jugé sur votre rendement, il faudra donc travailler rapidement et bien; c'est-à-dire produire le maximum de questionnaires bien remplis.

Votre superviseur n'hésitera pas à vous faire retourner sur le terrain s'il estime que vous avez mal rempli un questionnaire.

INTRODUCTION

L'étude a pour objectif de dresser une cartographie des PME camerounaises en vue de promouvoir efficacement leur compétitivité.

De façon spécifique il s'agit de:

- Présenter l'environnement actuel des PME ;
- Ressortir la distribution des PME selon : le secteur d'activités, l'âge et le sexe du promoteur, le statut juridique, le régime d'imposition, la zone géographique ; leur mode de financement et la récurrence de ce financement, leurs besoins et leurs contraintes majeures ;
- Dégager des profils caractéristiques des PME camerounaises ;
- Estimer les poids relatifs des PME et leur contribution à la création des richesses et de l'emploi dans les différents secteurs ;
- Analyser le comportement des PME face aux modalités et mécanismes de financements (plans de remboursements, culture de remboursement du crédit contracté, etc.)
- Dégager la relation entre les secteurs générateurs de croissance et d'emploi avec la réalité du développement des PME ;
- Etudier la dynamique structurelle, spatiale, temporelle, intra sectorielle et intersectorielle des PME ;
- Mesurer la pénétration des TIC et la pratique de l'innovation dans les PME.

Capitalisant les enseignements des expériences passées de l'INS en matière de collecte des données statistiques, le présent manuel est un guide qui vous présente, outre les objectifs de la cartographie des PME camerounaises, les différents questionnaires, le schéma d'organisation de la collecte et le remplissage des questionnaires. Il a pour but d'aider l'agent enquêteur à accomplir sa tâche avec efficacité et dans les délais. Le succès de cette opération ainsi que la pertinence des résultats et de l'analyse dépendent de la qualité des données collectées sur le terrain.

La bonne compréhension et le respect des instructions qui sont contenues dans ce manuel conditionnent la réussite de cette enquête. Le manuel est structuré en cinq chapitres comme suit :

- Le premier fait un aperçu des généralités sur les entreprises en passant en revue quelques définitions utilisées en statistiques d'entreprises ;
- Le deuxième chapitre aborde la présentation et le déroulement de la collecte, il présente l'opération, ses objectifs, les résultats attendus et le champ de son exécution. La bonne compréhension des objectifs explique certains choix opérés dans le questionnaire ;
- Le troisième chapitre rappelle quelques techniques de collecte et se termine par quelques conseils pratiques ;

- Le quatrième présente les instruments de collecte ;
- Le cinquième et dernier chapitre traite de l'administration et du remplissage des questionnaires. Il passe en revue les différentes sections des questionnaires.

CHAPITRE 1 : GENERALITES SUR LES ENTREPRISES

Le présent chapitre décline les concepts liés à l'entreprise et à son organisation. Il présente également le concept de la Petite et Moyenne Entreprise (PME).

I.1 Notion d'entreprise et d'activité économique

1.1.1. Notion d'activité économique

Une activité économique désigne un processus, socialement organisé qui combine le travail, le capital et les biens et services en entrée pour fabriquer des produits (biens et services) en sortie.

Exemple : Dans une boulangerie, on distingue entre autres les fours, les moules (capital), les pâtisseries, les boulangers (travail). La combinaison du travail et du capital conduit à la fabrication du pain et du gâteau.

1.1.2 Notion d'Entreprise

Une entreprise est une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour la mise en œuvre d'un ensemble de facteurs de production de biens ou de services pour le marché. Sur le plan juridique, une entreprise est une personne physique ou morale qui exerce pour son propre compte, une activité économique.

Les unités décentralisées d'une entreprise sont ses établissements. Une entreprise est ainsi un établissement ou un ensemble d'établissements.

Les entreprises peuvent être présentées selon leur taille (grandes entreprises, moyennes entreprises, petites entreprises, unités de production informelle, etc.), selon la nature de leurs activités (agriculture, extraction, fabrication, eau et énergie, BTP, commerce, services, etc.), etc.

I.2. Organisation de l'entreprise

On distingue les entreprises individuelles et les sociétés.

I.2.1 Entreprise individuelle

L'entreprise individuelle a pour propriétaire une personne physique, un particulier qui avec des moyens financiers personnels, exerce son activité. Le patron est alors totalement responsable sur ses biens en cas de faillite.

I.2.2 Société

La société est une personne morale, réunissant par contrat un ensemble de personnes qui apportent des biens et forment ainsi une entité collective existant selon des règles d'exploitation communes, indépendamment des personnes physiques qui y participent.

On distingue plusieurs formes de sociétés permettant une plus ou moins grande souplesse dans la réunion du capital.

I.2.2.1 Société en nom collectif (SNC)

Les associés sont tous responsables de la gestion, y compris sur leurs biens personnels, en cas de faillite.

I.2.2.2 Société en commandite simple (SCS)

Ici, il y a distinction entre les sociétaires (associés) non seulement en fonction du nombre des parts, mais aussi des statuts. On distingue : les commanditaires et le commandité : le commanditaire apporte tout ou partie du capital. Il reçoit une part sur les résultats en fonction de son apport. En cas de faillite, il n'est responsable que dans la limite de ce qu'il a apporté. Sa responsabilité est donc limitée. Il ne gère pas l'entreprise, mais exerce un contrôle financier. Le commandité gère l'entreprise. Il est responsable de façon illimitée sur l'ensemble de ses biens.

I.2.2.3 Société anonyme (SA)

Société de capital par excellence, permet de réunir des masses considérables de capitaux, et à ce titre fournit au capitalisme les moyens d'accumuler sans limite les moyens de production. Les actionnaires ne sont responsables des dettes de l'entreprise que dans la limite de leurs apports. Chaque actionnaire participe en principe à la gestion de l'entreprise à travers les Assemblées Générales d'actionnaires et participe aux distributions de bénéfices (dividendes). Le capital social minimum doit être de dix millions de francs CFA, divisé en actions dont la valeur nominale ne peut être inférieure à 10 000 francs CFA. On distingue les SA avec Conseil d'Administration et les SA avec directoire.

La *Société anonyme unipersonnelle* est une forme de société anonyme détenue par un seul individu qui possède la totalité du capital

I.2.2.4 Société par actions simplifiées (SAS)

c'est un nouveau type de société par actions comme la Société anonyme mais sans capital minimum, sans nécessairement de commissaire aux comptes en dessous de certains seuils (La SAS ne comprend pas obligatoirement de conseil d'administration contrairement aux SA de plus de trois actionnaires) et laisse aux statuts le sien de définir les conditions dans lesquelles la société est dirigée par son Président (qui a tous pouvoirs de la représenter et l'engager vis-à-vis des tiers) et ses éventuels Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Adjointes. Les statuts peuvent néanmoins librement être créés si les associés le jugent utiles.

I.2.2.5 Société à responsabilité limitée (SARL)

Elle constitue la forme intermédiaire entre les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux. Dans cette société, les associés ne sont responsables des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports et les droits sont représentés par des parts sociales. Elle peut être constituée par une personne physique ou morale, ou entre deux ou plusieurs personnes physiques ou morales. Le capital social minimum

doit être d'un million de francs CFA, divisé en part sociales dont la valeur nominale ne peut être inférieure à 5 000 francs CFA.

La **Société à responsabilité limitée unipersonnelle** est une forme de société à responsabilité limitée détenue par un seul individu qui possède la totalité du capital

NB : Les associés ne peuvent pas vendre leurs parts sans l'accord des autres associés.

I.2.2.7 Société à capital public

La société à capital public est une personne morale de droit privé, dotée de l'autonomie financière et d'un capital - actions intégralement détenu par l'Etat, une ou plusieurs collectivités territoriales décentralisées ou une ou plusieurs autres sociétés à capital public, en vue de l'exécution dans l'intérêt général, d'activités présentant un caractère industriel, commercial et financier.

I.2.2.8 Entreprise parapublique

L'entreprise parapublique est une entreprise où les capitaux sont constitués des capitaux privés et publics.

I.2.2.9 Société d'économie mixte

Personne morale de droit privé, dotée de l'autonomie financière et d'un capital - actions détenu partiellement d'une part, par l'Etat, les collectivités territoriales décentralisées, ou les sociétés à capital public et d'autres part, par les personnes morales ou physiques de droit privé.

I.3 Notion de Petite et Moyenne Entreprise

Au Cameroun, la définition retenue pour la PME, consacrée par la N° loi N° 2015/010 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2010/001 du 13 avril 2010 portant Promotion des PME, entérine la définition résumée dans le tableau ci-dessous qui combine quatre approches : l'approche institutionnelle, l'approche juridique, l'approche fiscale, et l'approche typologique. Cette définition garantit la cohérence du fonctionnement des PME. Cette définition est résumée dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 :Catégorisation des PME au Cameroun

| Catégorie Critères | Micro Entreprise | Petite Entreprise | Moyenne Entreprise |
|----------------------------------|------------------------------|------------------------------|-----------------------------|
| Effectif employé (unités) | 0-5 | 6-20 | 21-100 |
| Chiffre d'affaires | Moins de 15 millions de FCFA | Jusqu'à 250 millions de FCFA | Jusqu'à 3 milliards de FCFA |

Source : Adaptation tirée de la loi N° 2015/010 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2010/001 du 13 avril 2010 portant Promotion des PME.

CHAPITRE 2 : PRESENTATION ET DEROULEMENT DE LA COLLECTE

Le présent chapitre aborde la présentation et le déroulement de la collecte, ses objectifs, les résultats attendus, le champ de son exécution et l'approche méthodologique.

2.1. Objectifs

2.1.1. Objectif global

La présente étude contribue à la réalisation de l'objectif global qui est celui de disposer d'une cartographie des PME camerounaises en vue de promouvoir efficacement leur compétitivité.

2.1.2. Objectifs spécifiques

De façon spécifique il s'agit de :

- Présenter l'environnement actuel des PME ;
- Ressortir la distribution des PME selon : le secteur d'activités, l'âge et le sexe du promoteur, le statut juridique, le régime d'imposition, la zone géographique ;leur mode de financement et la récurrence de ce financement, leurs besoins et leurs contraintes majeures ;
- Dégager un profil ou des profils caractéristiques des PME camerounaises ;
- Estimer les poids relatifs des PME et leur contribution à la création des richesses et de l'emploi dans les différents secteurs ;
- Analyser le comportement des PME face aux modalités et mécanismes de financements (plans de remboursements, culture de remboursement du crédit contracté, etc) ;
- Dégager la relation entre les secteurs générateurs de croissance et d'emploi avec la réalité du développement des PME ;
- Etudier la dynamique structurelle, spatiale, temporelle, intrasectorielle et intersectorielle des PME ;
- Mesurer la pénétration des TIC et la pratique de l'innovation dans les PME.

2.2. Résultats attendus

En rapport avec les objectifs spécifiques, il est attendu de cette étude un rapport d'étude détaillé faisant ressortir clairement :

- la distribution des PME dans les secteurs de l'économie nationale ;
- le(s) profil (s) type(s) de la PME Camerounaise ;
- les différents besoins des PME par secteur et par localité;
- les principaux modes de financement des PME et la récurrence desdits modes ;
- une estimation du poids relatif des PME dans leurs secteurs respectifs ;
- une estimation de la contribution des PME à la création des richesses et de l'emploi ;
- les contraintes majeures des PME par secteur ;
- le taux de pénétration des TIC dans les PME ;
- le niveau de pratique de l'innovation et de l'économie numérique dans les PME ;
- les perspectives de croissance des PME.

2.3. Champ de l'étude

Le champ géographique de la collecte porte sur le territoire national. Douala et Yaoundé, compte tenu de leur importance en termes d'implantation d'entreprises sont considérés comme des régions d'enquête. Dans les autres régions hormis Yaoundé et Douala, les effectifs des entreprises déposant une DSF se concentrent en général dans le chef-lieu de Région et parfois dans quelques villes. Au final tenant compte de ce qui précède et par souci de réductions des coûts, les 22 villes suivantes sont

retenues pour la collecte. Par région ces villes concentrent plus de 70% de l'effectif des entreprises. En revanche, au Centre (hors Yaoundé) et au Littoral (hors Douala) ces seuils sont respectivement de 43 et 59%. Ils sont sensiblement améliorés en considérant ces régions sur le plan administratif. Dans l'ensemble, ces 22 villes regroupent 93% de l'effectif des PME déposant une DSF au Cameroun.

Tableau 2 : Villes retenues selon la région d'enquête

| Région d'enquête | Villes retenues | Poids dans la région (%) |
|------------------------|-----------------|--------------------------|
| Douala | Douala | 100 |
| Yaoundé | Yaoundé | 100 |
| Adamaoua | Ngaoundéré | 79,7 |
| Centre (Hors Yaounde) | Bafia | 10,6 |
| | Mbalmayo | 11,5 |
| | Nanga Eboko | 10,9 |
| | Obala | 10,3 |
| Est | Bertoua | 71,0 |
| Extrême-Nord | Maroua | 65,3 |
| | Kousseri | 13,9 |
| Littoral (Hors Douala) | Edea | 28,5 |
| | Nkongsamba | 30,1 |
| Nord | Garoua | 89,5 |
| Nord-Ouest | Bamenda | 81,8 |
| Ouest | Bafoussam | 56,2 |
| | Dschang | 10,2 |
| | Mbouda | 6,0 |
| Sud | Ebolowa | 24,5 |
| | Kribi | 46,7 |
| Sud-Ouest | Buea | 22,6 |
| | Kumba | 15,9 |
| | Limbe | 37,8 |

Source : Nos Calculs

En ce qui concerne le secteur d'activité, l'enquête couvre toute l'économie et ne concerne que les unités exerçant dans un local professionnel.

2.4. Approche méthodologique

2.4.1 Unités d'échantillonnage et d'observation

Les objectifs de l'étude font ressortir trois unités d'échantillonnage. Il s'agit des PME modernes non financières, des UPI, et des établissements de crédit et de microfinance.

Les PME modernes non financières

En ce qui concerne les PME modernes non financières, il s'agit d'unités de production de biens et/ou de services remplissant une Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) suivant le système comptable OHADA, qui dispose de trois types de DSF. Il s'agit de :

- Le système normal (SN) :
 - Entreprise dont le CAHT est supérieur ou égal à 50 millions de FCFA ;
 - Les personnes morales quelque soit le CAHT ;

- Les exploitants forestiers quelque soit le CAHT ;
- Les professions libérales quelque soit le CAHT.
- Le système allégé (SA) :
 - Entreprise dont le CAHT est supérieur ou égal à 10 millions et inférieur strictement à 50 millions de FCFA
- Le système minimal de trésorerie (SMT) : Entreprise dont le CAHT est inférieur à 10 millions de FCFA

Les Unités de Production Informelles

Contrairement aux PME modernes, d'autres unités exerçant dans un local professionnel opèrent dans le secteur informel et lorsqu'elles tiennent une comptabilité, celle-ci n'aboutit pas toujours à la production d'une DSF.

Les établissements de crédit et de microfinance

Cette cible comporte les banques commerciales, les établissements financiers et les établissements de microfinance. Son introduction permet de faire ressortir le volet offre de crédit ainsi que les obstacles à l'octroi des crédits aux PME.

L'unité d'observation est confondue à l'unité d'échantillonnage.

2.4.2 Repérage des unités d'observations

Les PME modernes

Pour repérer les PME modernes, l'on se servira des variables de localisation disponibles dans le répertoire des entreprises, à savoir la ville, la rue et le téléphone de l'entreprise. Le fichier des contribuables de la Direction Générale des Impôts pourra également être utilisé pour affiner le repérage.

Les Unités de Production Informelles

Il n'existe pas de répertoire qui liste et permet de localiser de manière précise ces unités. Pour ce faire, les cartes des zones de recensement (ZR) issues des travaux cartographiques du Deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE 2) sont utilisées. Il s'agira dans un premier temps de procéder à la reconnaissance et à la délimitation des Zone de recensement à vous assignées avec votre superviseur, et à partir d'un point remarquable de la ZR (carrefour, Ecole, etc.), parcourir la ZR en sens contraire des aiguilles de la montre. **Les UPI qui rentrent dans le champ de la présente opération sont des unités de production qui ne tiennent pas de comptabilité formelle au sens de l'OHADA.** Ainsi après les civilités, vous devez demander à votre interlocuteur dans l'entreprise dans la ZR s'il confectionne une comptabilité menant à la confection d'une DSF. Si la réponse est oui, l'entreprise n'est pas une UPI. Si la réponse est non, alors l'unité est informelle et vous devez l'enquêter.

Les établissements de crédits et de microfinance

Les établissements de crédit sont bien répertoriées à partir des informations disponibles au Ministère des Finances, la COBAC, le Conseil National du Crédit.

2.4.3 Echantillonnage

L'échantillonnage permet de retenir à partir d'une base de sondage les unités qui feront partir de l'échantillon. Les méthodologies d'échantillonnage différentes seront appliquées, compte tenu des trois cibles retenues. Cette partie aborde la base de sondage, le plan d'échantillonnage, et la taille de l'échantillon.

2.4.3.1 Les PME modernes

Base de sondage

La base de sondage qui sera utilisée pour échantillonner les PME modernes est le répertoire des entreprises du Cameroun. Ce répertoire dispose des variables d'identification (nom de l'entreprise, sigle, numéro INS, numéro de contribuable, ville) ainsi que des variables de classement, à savoir, la branche d'activité ; le chiffre d'affaires et l'effectif employé.

Les tableaux suivant ventilent les PME moderne selon la région, le sous-secteur d'activité et le type de l'entreprise.

Tableau04 : Répartition des PME par région administrative et par type d'entreprises

| Région | Type d'entreprise | | | Ensemble |
|-----------------|-------------------|---------------|---------------|---------------|
| | ME | PE | TPE | |
| Adamaoua | 25 | 163 | 143 | 331 |
| Centre | 703 | 3 830 | 6 836 | 11 369 |
| Est | 14 | 123 | 93 | 230 |
| Extrême-Nord | 23 | 205 | 190 | 418 |
| Littoral | 1 212 | 4 387 | 6 119 | 11 718 |
| Nord | 38 | 206 | 164 | 408 |
| Nord-Ouest | 44 | 291 | 443 | 778 |
| Ouest | 81 | 466 | 712 | 1 259 |
| Sud | 22 | 98 | 146 | 266 |
| Sud-ouest | 63 | 350 | 495 | 908 |
| Ensemble | 2 225 | 10 119 | 15 341 | 27 685 |

Source : INS/Répertoire des entreprises

Tableau05 : Répartition des PME par type et par sous-secteur d'activité

| Sous-secteurs | Type d'entreprise | | | Ensemble |
|-------------------------------------|-------------------|---------------|---------------|---------------|
| | ME | PE | TPE | |
| Primaire | 56 | 105 | 105 | 266 |
| Industrie | 224 | 620 | 668 | 1 512 |
| Construction | 156 | 494 | 431 | 1 081 |
| Commerce et réparation de véhicules | 776 | 3 167 | 4 375 | 8 318 |
| Services | 1 013 | 5 733 | 9 762 | 16 508 |
| Ensemble | 2 225 | 10 119 | 15 341 | 27 685 |

Source : INS/Répertoire des entreprises

Plan d'échantillonnage et taille de l'échantillon

Pour répondre aux objectifs de l'étude, le plan d'échantillonnage retenu pour la collecte des données est le sondage stratifié. Les critères de stratification sont : le sous-secteur d'activité et le type de l'entreprise.

Le sondage aléatoire simple est effectué dans chaque strate afin de sélectionner les entreprises de l'échantillon.

Cette méthodologie permet d'obtenir les résultats suivants :

Tableau08 : Répartition des PME de l'échantillon par sous-secteur d'activité et par type d'entreprise

| Sous-secteur | Type d'entreprise | | | Ensemble |
|--------------|-------------------|----|-----|----------|
| | ME | PE | TPE | |

| | | | | |
|-------------------------------------|-----|-----|-----|-----|
| Primaire | 33 | 29 | 30 | 92 |
| industrie | 134 | 52 | 56 | 242 |
| Construction | 39 | 29 | 29 | 97 |
| Commerce et réparation de véhicules | 55 | 36 | 39 | 130 |
| services | 71 | 64 | 62 | 197 |
| Ensemble | 332 | 210 | 216 | 758 |

Source : INS/Répertoire des entreprises

Tableau09 : Répartition des PME de l'échantillon par région administrative et par type d'entreprise

| Région | Type d'entreprise | | | Ensemble |
|--------------|-------------------|-----|-----|----------|
| | ME | PE | TPE | |
| Adamaoua | 5 | 3 | 3 | 11 |
| Centre | 120 | 66 | 69 | 255 |
| Est | 5 | 2 | 2 | 9 |
| Extrême-Nord | 4 | 3 | 2 | 9 |
| Littoral | 150 | 101 | 101 | 352 |
| Nord | 7 | 6 | 5 | 18 |
| Nord-Ouest | 11 | 7 | 7 | 25 |
| Ouest | 19 | 11 | 15 | 45 |
| Sud | 4 | 4 | 5 | 13 |
| Sud-ouest | 7 | 7 | 7 | 21 |
| Ensemble | 332 | 210 | 216 | 758 |

Source : INS/Répertoire des entreprises

2.4.3.2 Les Unités de Production Informelles

Les UPI naissent et meurent du jour au lendemain. A cet effet, la tenue d'un répertoire de ces unités n'est pas évidente.

Afin de faire un tirage aléatoire des UPI, la méthode aréolaire est préconisée. Elle consiste, à tirer les Zones de Recensement au premier degré et de faire un échantillon d'UPI à l'intérieur de chaque ZR échantillonnée respectant une structure issue d'une opération précédente (un recensement, en autre enquête)

Base de sondage

La base de sondage des ZR est issue du RGE-2. Elle a permis de découper le territoire national en 720 ZR.

Echantillon

Dans chaque Région d'enquête, deux ZR seront retenues et 20 UPI y seront enquêtées. Toutefois, compte tenu de leur poids en termes d'UPI, cinq (05) ZR seront tirées au littoral et deux quatre (04) au Centre. Ainsi, au total, 500 UPI seront enquêtées au cours de cette opération.

Tableau 09 : Echantillon des UPI par Région d'Enquête

| Région Administrative | Nombre de ZR retenues | Nombre d'UPI de l'échantillon |
|-----------------------|-----------------------|-------------------------------|
| Adamaoua | 2 | 40 |
| Centre | 4 | 80 |
| Est | 2 | 40 |
| Extrême-nord | 2 | 40 |
| Littoral | 5 | 100 |

| Région Administrative | Nombre de ZR retenues | Nombre d'UPI de l'échantillon |
|-----------------------|-----------------------|-------------------------------|
| Nord | 2 | 40 |
| Ouest | 2 | 40 |
| Nord-ouest | 2 | 40 |
| Sud | 2 | 40 |
| Sud-ouest | 2 | 40 |
| Ensemble | 25 | 500 |

Source : Nos calculs à partir du RGE 2

La répartition des 20 UPI dans chaque ZR par secteur d'activité est celle de la Deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI 2). La structure des UPI dans cette enquête avait montré que 34,1 % des UPI relevaient de l'industrie ; 33,6% du commerce de gros et de détail ; et 32,2% des services. Ainsi, les 20 UPI seront enquêtées par ZR selon les quotas suivants :

Tableau 10 : Répartition des UPI à enquêter selon l'activité

| Secteur d'activité | Répartition des UPI par secteur d'activité dans EESI 2 (en %) | Effectif des UPI à enquêter dans la ZR par secteur d'activité |
|--------------------|---|---|
| Industrie | 34,1 | 7 |
| Agro-alimentaire | 19 | 4 |
| Confection | 5,7 | 1 |
| Construction | 3,9 | 1 |
| Autres industries | 5,6 | 1 |
| Commerce | 33,6 | 7 |
| Commerce de gros | 3,2 | 1 |
| Commerce de détail | 30,4 | 6 |
| Services | 32,3 | 6 |
| Transport | 6,7 | 1 |
| Restauration | 9,7 | 2 |
| Réparation | 3 | 1 |
| Autres services | 12,9 | 2 |
| Ensemble | 100 | 20 |

Source : Nos calculs à partir de l'EESI II

2.4.3.3 Les Etablissements de crédit

L'on distingue deux types d'établissements de crédits : les banques commerciales ; les établissements financiers. En plus de ces établissements, l'on s'intéresse aussi établissements de et microfinance.

Base de sondage

La base de sondage des banques commerciales est constituée des quinze banques commerciales que compte le Cameroun. Celle des établissements financiers comporte sept établissements financiers. Cependant, compte tenu de ses missions, notamment celles de recouvrement des créances douteuses et/ou contentieuses détenues par les institutions publiques de crédit, la Société de Recouvrement de créances du Cameroun (SRC) est exclue de l'étude car n'est pas concernée par le financement des PME.

La base de sondage des EMF comporte initialement 410 entreprises. Toutefois, pour des contraintes financières liées au déplacement, l'on se limite aux EMF situés dans le champ géographique des PME modernes et des UPI. Ainsi la base de sondage des EMF se constitue de 158 microfinances.

Tableau 10 : Répartition des EMF par catégories et par régions d'enquête

| Région administrative | Catégorie d'EMF | Ensemble |
|-----------------------|-----------------|----------|
|-----------------------|-----------------|----------|

| | Catégorie 1 indépendante | catégorie 1 en réseau | catégorie 2 | catégorie 3 | |
|-----------------|--------------------------|-----------------------|-------------|-------------|------------|
| Adamaoua | 1 | 2 | 2 | 0 | 5 |
| Centre | 22 | 10 | 19 | 0 | 51 |
| Est | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Extrême-nord | 0 | 0 | 1 | 1 | 2 |
| Littoral | 12 | 6 | 18 | 1 | 37 |
| Nord | 1 | 1 | 0 | 1 | 3 |
| Nord-ouest | 3 | 21 | 3 | 0 | 27 |
| Ouest | 4 | 6 | 1 | 0 | 11 |
| Sud | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 |
| Sud-ouest | 3 | 14 | 2 | 0 | 19 |
| Ensemble | 48 | 61 | 46 | 3 | 158 |

Source : MINFI/COBAC

Echantillon

L'enquête portera sur toutes les banques et les établissements financiers concernés par les problématiques de financement. Par ailleurs, le plan d'échantillonnage retenu pour la sélection des EMF est un le sondage aléatoire stratifié relativement proportionnel à la taille de chaque catégorie d'EMF et dans chaque strate le sondage aléatoire simple est effectué pour sélectionner les EMF. L'enquête est exhaustive dans la strate composée des EMF de troisième catégorie. L'échantillon des EMF se répartit dans les strates de la manière suivante.

Tableau 11 : Répartition de l'échantillon des EMF catégories et par région

| Région administrative | Catégorie d'EMF | | | | Ensemble |
|-----------------------|--------------------------|-----------------------|-------------|-------------|-----------|
| | Catégorie 1 indépendante | catégorie 1 en réseau | catégorie 2 | catégorie 3 | |
| Adamaoua | 1 | 1 | 1 | 0 | 3 |
| Centre | 2 | 6 | 13 | 0 | 21 |
| Est | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Extrême-nord | 1 | 0 | 1 | 1 | 3 |
| Littoral | 1 | 6 | 9 | 1 | 17 |
| Nord | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 |
| Nord-ouest | 4 | 1 | 1 | 0 | 6 |
| Ouest | 1 | 1 | 1 | 0 | 3 |
| Sud | 1 | 1 | 0 | 0 | 2 |
| Sud-ouest | 3 | 1 | 1 | 0 | 5 |
| Ensemble | 15 | 19 | 27 | 2 | 63 |

Source : Nos calculs à partir des données du MINFI/COBAC

2.4.3.4 Charge globale du travail

Le récapitulatif des échantillons par régions d'enquête est donné dans le tableau suivant.

Tableau 12 : Répartition de l'échantillon par région

| Région administrative | Entreprises | | Etablissements de crédit | | | Ensemble |
|-----------------------|--------------|-----|--------------------------|--------|-----|----------|
| | PME modernes | UPI | Etablissement financier | Banque | EMF | |
| Adamaoua | 11 | 40 | 0 | 0 | 3 | 54 |
| Centre | 255 | 80 | 3 | 4 | 21 | 363 |

| | | | | | | |
|--------------|-----|-----|---|----|----|------|
| Est | 9 | 40 | 0 | 0 | 1 | 50 |
| Extrême-nord | 9 | 40 | 0 | 0 | 3 | 52 |
| Littoral | 352 | 100 | 3 | 11 | 17 | 483 |
| Nord | 18 | 40 | 0 | 0 | 2 | 60 |
| Nord-ouest | 25 | 40 | 0 | 0 | 6 | 71 |
| Ouest | 45 | 40 | 0 | 0 | 3 | 88 |
| Sud | 13 | 40 | 0 | 0 | 2 | 55 |
| Sud-ouest | 21 | 40 | 0 | 0 | 5 | 66 |
| Ensemble | 758 | 500 | 6 | 15 | 63 | 1342 |

CHAPITRE 3 : RAPPEL DES TECHNIQUES DE COLLECTE ET CONSEILS GÉNÉRAUX

3.1 Rappels des techniques de collecte

3.1.1 Le travail de l'agent enquêteur

Votre travail consiste à:

- 1- Localiser toutes les entreprises de l'échantillon de votre zone;
- 2- Se présenter au responsable de l'entreprise muni de son badge et de sa lettre d'introduction ; solliciter le remplissage de vos questionnaires après lui avoir clairement présenté le projet; notamment le but et les objectifs visés ;
- 3- Insister sur le caractère confidentiel des données à recueillir;
- 4- Prendre rendez-vous pour le remplissage du questionnaire si le responsable à votre passage ne réunit pas tous les documents nécessaires ;
- 5- Si pour une raison quelconque le questionnaire ne peut être entièrement rempli, éviter de bousculer votre interlocuteur; prenez un autre rendez-vous ;
- 6- A la fin de l'interview, vous rassurer que toutes les questions ont été posées, que toutes les rubriques ont été remplies ;
- 7- Récupérer les questionnaires dûment complétés ;
- 8- Vérifier la qualité de remplissage du questionnaire ;
- 9- Remercier le/les responsable(s)

3.1.2-La maîtrise du questionnaire

Pour une parfaite maîtrise du questionnaire, il vous est conseillé:

- 1- De lire attentivement ce guide;
- 2- De vous familiariser avec tout le questionnaire;
- 3- De vous administrer le questionnaire comme si vous le faisiez à un chef d'entreprise; notez les réponses et prenez le temps de vous assurer que vous avez le contrôle des **filtres** et des **sauts**.
- 4- De pratiquer le questionnaire en l'administrant à un ami ou collègue afin de vous familiariser davantage à poser les questions, à noter les instructions qui prêtent à confusion et à relever tous les problèmes possibles.

3.1.3-Matériel nécessaire pour l'enquête

La bonne pratique de la collecte exige que l'agent soit en possession d'un certain nombre de matériels. Pour votre travail, vous aurez besoin des matériels suivants:

- La tablette dans laquelle se trouve l'application dans laquelle vous saisirez les données collectées en entreprise ;
- Le manuel de l'agent de collecte;

- Une fiche sur laquelle sont consignées les entreprises de l'échantillon de votre zone d'enquête;
- Les questionnaires;
- Un bloc notes (pour relever tous les problèmes rencontrés et remarques faites sur le terrain) ;
- Des lettres d'introduction;
- Un badge d'agent enquêteur ;
- Un cartable (sac) ;
- Un bic, crayon, etc.

3.1.4 Comment contrôler le questionnaire rempli

Dans le cas où le mode d'interview n'est pas direct, c'est-à-dire que le questionnaire a été déposé en entreprise et rempli en votre absence, vous devez vous assurer que toutes les informations exigées ont été recueillies et sont de bonne qualité. Le contrôle est une des phases fondamentales de votre travail; il implique une attention particulière, le respect strict des procédures de collecte des données. Un questionnaire mal rempli ou incomplet vous oblige à retourner sur le terrain; et constitue une perte de temps avec des implications financières importantes. **Tous les questionnaires mal remplis seront systématiquement invalidés par le superviseur.**

3.2 Quelques conseils utiles

3.2.1-Comment se présenter

Voici quelques règles pour vous guider:

1. Votre présentation physique est très importante. Il vous est recommandé d'avoir un habillement et une coiffure simples ;
2. La manière de parler est également très importante. Votre locution doit être adaptée au contexte de la visite. Vous devez parler distinctement en utilisant des mots et des phrases simples, avec assurance mais sans arrogance.
3. Vous devez généralement maîtriser votre introduction pour ne pas paraître anxieux ou hésitant pendant votre entretien
4. Ne donnez surtout pas l'impression que vous récitez un texte appris par cœur
5. Allez droit au but et évitez des longues explications qui risquent de rendre votre interlocuteur suspicieux
6. Evitez les discours de type propagandiste et ne créez pas des discussions inutiles

Comme proposition d'introduction, nous vous proposons deux introductions:

-Si vous êtes reçu par une secrétaire ou un intermédiaire:

Bonjour Monsieur (Madame), je travaille pour l'Institut National de la Statistique qui réalise la collecte des données sur la cartographie des Petites et Moyennes Entreprises. Je souhaiterais rencontrer un responsable pour collecter des informations nécessaires à cet effet.

- Devant le responsable ou autre personne habileté à vous donner les informations:

Bonjour Monsieur (Madame), je m'appelle XXXX . Je travaille pour l'Institut National de la Statistique en qualité d'agent enquêteur dans le cadre de la collecte des données sur la cartographie des Petites et Moyennes Entreprises

Durant le déroulement de l'enquête, vous serez en contact avec des personnes de sensibilités différentes. Plusieurs cas peuvent se présenter:

- Certaines refuseront tout simplement de participer à l'enquête ;
- D'autres exigeront des lettres d'introduction personnalisées ;
- Un certain nombre acceptera de participer sans poser de questions ;
- Etc.

Il est donc important que vous soyez préparé à ce genre de situations et aux questions éventuelles. Il est aussi important que vous maîtrisiez correctement les contours de cette enquête afin de faire positivement face à ces différentes situations.

Familiarisez-vous avec les questions suivantes et les réponses éventuelles:

a) Qu'est-ce que je gagne dans cette enquête ?

Tout le monde y gagne :

- Au niveau des entreprises, cette enquête permettra de cerner les réalités des PME Camerounaises, notamment, les problèmes d'accès au financement et de remboursement de crédit, le profil des entreprises compétitives et celui des entreprises fragiles; l'économie numérique et l'innovation, la sous-traitance et les échanges interentreprises ;
- Au niveau du gouvernement, il permettra de mieux prendre les décisions de politiques économiques et de bien orienter ses interventions en matière de promotion des PME;
- Au niveau de l'INS, il permettra d'avoir une base de données pour ses propres études.
- Au niveau des universitaires et chercheurs, il les aidera à mener leurs recherches.

b) Suis-je obligé de participer à votre enquête ?

Votre contribution est déterminante pour la réussite de cette opération qui sera bénéfique pour tout le monde. Par contre votre refus de répondre compromettrait la qualité des résultats de cette enquête.

c) Allons-nous être informé des résultats de cette enquête ?

Les résultats de l'opération seront disponibles à l'APME et à l'INS ainsi que sur leurs sites web respectifs.

d) Nos informations sont-elles confidentielles ?

Vos informations seront effectivement confidentielles. Elles sont protégées par la loi n° 91/023 du 16 décembre 1991 relative aux recensements et enquêtes statistiques.

3.2.3 Comment lire les questionnaires

Les instructions suivantes doivent être respectées:

- Lisez toutes les questions dans un ton vocal naturel comme dans une conversation normale ;
- L'expression du visage doit être neutre quelle que soit la réponse de l'enquêté. Vous n'êtes pas là pour juger les réponses qu'il donne ; mais pour relever ce qu'il communique ;
- Ne lisez pas trop rapidement et posez les questions telles qu'elles sont écrites dans le questionnaire ;
- Respectez l'ordre des questions en suivant les instructions (filtres et sauts) données ;
- Lisez seulement les questions qui ne sont pas entre parenthèses.

3.2.4 Comment obtenir de l'assistance

Durant le déroulement de la collecte, les agents enquêteurs, constitués en équipes seront sous l'encadrement des cadres de l'Institut National de la Statistique. Ceux-ci seront chargés de vous assister et de remédier aux difficultés éventuelles auxquelles vous pourrez être confrontés.

Ne jouez pas au malin en cherchant à résoudre vous-même vos problèmes. **Savoir détecter un problème quand il est encore mineur et savoir demander de l'assistance est l'une des qualités très importantes qu'un agent enquêteur doit avoir.**

Surtout, ne posez pas des questions liées à l'enquête aux personnes non impliquées dans celle-ci. En cas de difficultés n'hésitez pas à contacter votre superviseur.

3.2.5 Quelques recommandations utiles

Certains chefs d'entreprises se plaindront du gouvernement ou de ses agents; de la concurrence des autres opérateurs; laissez les parler, ne discutez pas avec eux et ne vous proposez pas comme intermédiaire ou interprète de leurs revendications ;

- 1- Soyez ponctuel au rendez-vous ;
- 2- Présentez-vous dans une tenue correcte; soyez courtois et poli, patient, évitez les réactions émotives ;
- 3- Familiarisez-vous avec la technique d'introduction proposée dans ce manuel ;
- 4- A la fin de l'interview, rassurez-vous que toutes les questions ont été posées, que toutes les rubriques ont été remplies. Remerciez le responsable ;
- 5- Ne communiquez jamais les informations collectées dans les autres établissements ;

- 6- Vous ne devez rien exiger de l'établissement que vous enquêtez (biens ou services). Tout agent enquêteur qui se rendra coupable de cette faute sera immédiatement licencié ;
- 7- Les questionnaires doivent être remplis au stylo à bille de couleur bleue, avec grand soin, et ne comporter ni abréviations non imposées, ni ratures; toutefois, en cas de correction, l'agent enquêteur doit barrer d'un trait les caractères faux et inscrire la réponse exacte de façon lisible.
- 8- Les questionnaires doivent être gardés à l'abri de toute intempérie avant leur transmission à l'encadreur.
- 9- La présence effective et ponctuelle des agents enquêteurs aux réunions est obligatoire et le respect des instructions qui en découlent est strict
- 10- Les agents enquêteurs doivent à tout moment faire le point sur l'évolution de leur travail ; notamment les questionnaires remplis, les entreprises non localisées, les rendez-vous, etc.

CHAPITRE 4 : PRESENTATION DES INSTRUMENTS DE COLLECTE

Les instruments de collecte des informations pour cette étude est:

- Le questionnaire « entreprise » ;
- Le questionnaire « Etablissement de crédit ».

4.1- PRESENTATION DU QUESTIONNAIRE ENTREPRISE

Le questionnaire « entreprise » comporte dix(10) sections.

SECTION 0 : Généralités

Cette section renseigne sur l'équipe de collecte des données et sur le correspondant dans l'entreprise.

SECTION 1 : Identification et localisation de la structure

Cette section renseigne sur la dénomination, le statut, la nature, le type, la forme juridique, les adresses, la situation et la localisation, la tenue de la comptabilité et l'âge de l'entreprise.

SECTION 2 : Profil du promoteur et/ou du principal dirigeant

Cette section a pour but de collecter les caractéristiques sociodémographiques du promoteur et/ou du principal dirigeant de l'entreprise.

SECTION 3 : Economie numérique

Elle a pour but de récolter les informations sur les outils TIC, d'apprécier leur appropriation par les PME dans le cadre du développement de leur activité.

SECTION 4 : Innovation et développement technologique

Les informations contenues dans cette section permettent notamment de collecter les données sur l'introduction des procédés de production, de distribution/ventes, la pratique de la veille technologique, l'utilisation des résultats de la recherche et développement

SECTION 5 : financement de l'activité des entreprises

Elle renseigne sur les besoins de financement, les modes de financements ainsi que les contraintes liées au financement de l'activité des PME, le remboursement de crédits et les difficultés y relatives, les fonds de garantie, et les structures d'accompagnement des PME.

SECTION 6 : Compétitivité

Cette section s'intéresse au positionnement de l'entreprise par rapport aux concurrents du même secteur d'activité que lui, en termes de prix, de qualité, et de volume ; les difficultés rencontrées dans l'exercice de l'activité ; la connaissance de l'APE et des règles d'origine ; la gouvernance d'entreprise.

SECTION 7 : Sous-traitance et échanges interentreprises

Il s'agit ici de voir d'une part si l'entreprise a été donneur d'ordre ou si elle a exécuté des travaux de sous-traitance et d'apprécier le poids de la sous-traitance dans son activité ; et d'autre part de cerner la collaboration entre l'entreprise et les autres entreprises.

SECTION 8 : Attractivité et contribution de l'APME dans la compétitivité des PME

Il s'agit ici d'apprécier la connaissance de l'APME par les PME, de même que l'accompagnement que l'APME offre aux PME à travers différents programmes.

SECTION 9 : Emploi et activité de l'entreprise

Il s'agit de recueillir des données portant sur l'emploi, le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice 2018, ainsi que le chiffre d'affaires à l'exportation ; l'effectif permanent employé en 2018 et ; l'activité principale et l'activité secondaire exercées.

4.2- Présentation du questionnaire « Etablissement de crédit »

Le questionnaire «Etablissement de crédit» comporte quatre (04) sections.

SECTION 0 : Généralités

Cette section renseigne sur l'équipe de collecte des données et sur le correspondant dans l'entreprise.

SECTION 1 : Identification et localisation de la structure

Cette section renseigne sur la dénomination, le statut, la nature, les adresses, la situation et la localisation de l'établissement de crédit.

SECTION 2 : Caractéristiques de l'Etablissement de crédit

Cette section renseigne sur certaines données de classification de l'Etablissement de crédit, notamment le capital social, sa provenance ainsi que la forme juridique de l'Etablissement.

SECTION 3 : Octroi de crédits

Il s'agit ici de connaître, entre autres, vers quels types d'entreprises les crédits sont le plus souvent octroyés, le nombre et le volume de crédits, l'objet du crédit, les taux d'intérêt pratiqués par objet, les garanties exigées par objet, et les difficultés auxquelles font face les établissements de crédits à obtenir le remboursement de crédits octroyés.

CHAPITRE 5 : REMPLISSAGE DES QUESTIONNAIRES

Ce chapitre donne le contenu de chaque question et oriente les agents enquêteurs sur la manière de collecter l'information et le type d'information à collecter y compris les modalités des différentes réponses.

PREMIERE PARTIE : QUESTIONNAIRE ENTREPRISE

Le questionnaire « entreprise » comme son nom l'indique est celui qui permettra de collecter des informations sur les PME de l'échantillon contribuant ainsi d'atteindre les objectifs de la cartographie des PME énumérés à l'introduction. De ce fait, il sera administré à toutes les unités de l'échantillon.

SECTION 0 : GENERALITES

Cette section comprend deux parties destinées à recueillir les informations sur l'équipe de collecte des données et l'équipe d'exploitation.

0.1 Equipe de collecte

S0Q01 : Agent de collecte

S0Q02 : Contrôleur de collecte

S0Q03 : Superviseur de collecte

L'agent de collecte inscrit son nom et son code dans l'espace prévu. Le contrôleur et le superviseur rempliront leurs noms après avoir contrôlé les questionnaires. Eventuellement, inscrire les codes correspondant pour chaque variable.

Le format de la date est le suivant : JJ/MM/20. Ce qui correspond au jour, mois et l'année 2020.

0.2 Correspondant dans la structure

NB: Les questions (S0Q04 à S0Q07) concernant le répondant ou le correspondant dans la structure doivent être administrées à la fin de l'interview, c'est-à-dire après la section 9.

S0Q04 à S0Q07 : Nom et prénoms du correspondant, fonction, téléphone, E-mail

Inscrivez en toute lettre le nom et prénom du correspondant dans l'entreprise. Cette variable permettra à la supervision ou la coordination de prendre les informations complémentaires en cas de nécessité. Si vous avez échangé avec plusieurs personnes durant l'enquête, inscrivez le nom du principal c'est-à-dire celui qui a fourni le plus d'information et/ou s'est montré plus disponible. Inscrivez également sa fonction, son numéro de téléphone et son E-mail.

SECTION 1 : IDENTIFICATION ET LOCALISATION DE LA STRUCTURE

1. 1 Identification

S1Q01 : Nom ou raison sociale : Il désigne la dénomination de l'entreprise. Il ne doit pas se confondre au sigle ou à l'enseigne.

Exemple: CameroonDevelopment Corporation et non CDC ; Cameroon Radio and Television et non CRTV.

Pour les entreprises individuelles et les personnes physiques, le nom ou raison sociale correspond au nom tel qu'il est renseigné dans la Carte Nationale d'Identité.

S1Q02: Sigle ou enseigne : Inscrivez exactement le sigle ou acronyme tel que donné par l'entreprise. Il est question ici d'inscrire le dérivé de la raison sociale (CDC, CRTV, etc.). Pour les entreprises individuelles il s'agira de l'enseigne commerciale (Pinguiss Bar ; Auto-école Chinoise, etc.).

S1Q03A: Code INS:Ce bac concerne uniquement les PME formelles. Il vous est donné par votre superviseur.

S1Q03B: Numérote contribuable : Ce numéro est à 14 caractères. Pour les personnes morales, il commence par M, tandis que pour les personnes physiques, il débute par P.

Demandez le numéro de contribuable de l'entreprise et inscrivez-le dans les bacs réservés. Ce numéro est à 14 caractères.

Pour les entreprises qui n'ont pas encore de numéro de contribuable, inscrivez EN COURS dans les bacs réservés à cet effet. Si vous enquêtez une PME moderne, allez à S1Q05.

S1Q04 : Numéro de la zone de recensement : La zone de recensement (ZR) est une portion du territoire national comportant au plus 500 unités économiques. Dans le cadre des travaux cartographiques du RGE 2, le Cameroun a été découpé en ZR.

Les cartes des ZR où seront enquêtées les UPI dans votre région d'enquête vous seront transmises par votre superviseur. Vous devrez préalablement les délimiter avant d'y interviewer les unités.

S1Q05 : Forme juridique : Les modalités de cette variable sont définies au chapitre 1 du présent manuel (Au niveau du I.2). Demandez la forme juridique de l'entreprise, encerclez la modalité correspondante et consignez-le code dans le bac prévu à cet effet.

S1Q07 : Région d'enquête : Il s'agit ici de transcrire la région dans laquelle est située l'entreprise et d'inscrire le code correspondant de la nomenclature dans l'espace réservé. Référez-vous au document de nomenclatures.

La région d'enquête n'est pas à confondre avec la région administrative.

Exemple : Yaoundé et Doualassont considérés comme Région d'enquête dans le cadre de cette enquête

S1Q08 : Département :Il s'agit ici de transcrire le département dans lequel est implantée l'entreprise et d'inscrire le code correspondant dans l'espace réservé. Référez-vous au document de nomenclatures.

S1Q09: Arrondissement : Il s'agit ici de transcrire le nom de l'arrondissement dans lequel est implantée l'entreprise et d'inscrire le code correspondant dans l'espace réservé. Référez-vous à la nomenclature des circonscriptions administratives.

S1Q10 : Ville / localité Il s'agit ici de transcrire le nom de la ville où se trouve l'entreprise.

S1Q11: Repère (quartier/rue/lieu-dit/point de repère)

Donnez toutes les indications possibles pouvant permettre de localiser l'entreprise sur le terrain. Utilisez les noms des rues s'il y a lieu, les numéros et les noms des immeubles connus, les lieux dit (i.e tous les repères publics populaires).

Exemple: Biyem-Assi, rue des cacaoyers, face NIKI ; à côté de l'Eglise Evangélique.

S1Q12A: A. téléphone 1/ B. téléphone 2/ C. FAX

Inscrivez le ou les numéros de téléphone de l'entreprise sur les 9 positions réservées à cet effet. Si l'entreprise dispose d'un FAX, inscrivez ce numéro dans les bacs prévus.

NB : Le fax peut correspondre aussi au numéro de téléphone.

S1Q12B:A. BP/ B. Ville de la boîte postale

Notez la boîte postale et demandez la ville de la boîte postale de l'entreprise. Il convient de relever que la ville de la boîte postale peut être différente de la ville d'implantation de l'entreprise.

S1Q13A : Site web

Reportez exactement le nom du site Internet de l'entreprise qui vous sera donné par le correspondant de l'entreprise ou qui se trouve sur les enseignes ou les documents de l'entreprise.

Exemple de site web : www.assala.com

S1Q13B : E-mail: Notez ici l'adresse électronique de l'entreprise si elle existe.

S1Q14 : L'entreprise tient-elle une comptabilité écrite?

Il s'agit ici de savoir si l'entreprise enregistre les entrées et les sorties dans les cahiers ou des registres, même si cela ne conduit pas à la production d'un document officiel (Par exemple la DSF).

S1Q15 : L'entreprise remplit-elle une Déclaration Statistique et Fiscale (DSF)?

En fonction de certaines variables économiques, certaines entreprises sont astreintes à la production des DSF.

N.B. Cette question est un filtre, si S1Q15 = 2, alors allez à la question S3Q09.

S1Q16 : Si oui, est-ce selon le système OHADA révisé ?

L'intérêt est porté ici à la prise en compte du nouveau système comptable OHADA ainsi que la production des DSF selon les nouveaux formats à savoir, le système normal et le système minimal de trésorerie.

S1Q17 : Quelle est la date de création de votre entreprise ?

Il s'agit ici de la date de création administrative de l'entreprise. L'information relative à cette date de création administrative est disponible dans les registres administratifs (registres de commerce, registres communaux, etc.).

Posez la question à l'interlocuteur et inscrivez la réponse dans le bac réservé à cet effet. Si le répondant ne se souvient pas du jour et éventuellement du mois et de l'année de création, inscrivez dans les bacs correspondant aux jours et aux mois les chiffres (|_9_|_9_|/|_9_|_9_|/|_9_|_9_|_|_9_|_9_|) dans les quatre premiers bacs.

S1Q18 : Quelle est la date de démarrage effective de l'activité dans l'entreprise ?

Demandez au répondant la date de démarrage effective des activités économiques dans son entreprise. Cette date de démarrage peut être antérieure ou postérieure à la date de création administrative.

Si le répondant ne se souvient pas du jour et éventuellement du mois et de l'année de création, inscrivez dans les bacs correspondant aux jours et aux mois les chiffres (|_9_|_9_|/|_9_|_9_|/|_9_|_9_|_|_9_|_9_|) dans les quatre premiers bacs.

SECTION 2 : PROFIL DU PROMOTEUR ET/OU DU PRINCIPAL DIRIGEANT

S2Q01 :Le promoteur est-il le principal dirigeant ?

Il est question ici de savoir si le promoteur est le principal dirigeant de l'entreprise. Si c'est le cas, inscrire « 1 » dans le bac prévu et renseignez uniquement la colonne *promoteur*. Dans le cas où le promoteur est distinct du principal dirigeant, renseignez les colonnes sur le *promoteur* et le *principal dirigeant*.

S2Q02 : Sexe

Inscrivez le code correspondant au sexe du promoteur (ou du principal dirigeant); code 1 pour « masculin » et code 2 pour « féminin ».

S2Q03: Age

Il s'agit de l'âge en années révolues (c'est-à-dire à son dernier anniversaire). Si le promoteur (ou le principal dirigeant) donne sa date de naissance, sans préciser le jour ni le mois, demandez si la date de son anniversaire en 2020 est déjà passée ; si c'est le cas, l'âge du promoteur (ou du principal dirigeant)=2020- Année de naissance. Sinon, l'âge du promoteur (ou le principal dirigeant)=2020- Année de naissance-1.

Pour les promoteurs qui ne connaissent pas leur âge, posez-leur des questions à partir de certains événements, tels que leur âge au premier mariage, à la deuxième guerre mondiale, l'année de l'indépendance, etc. Procédez de la manière suivante : « *Quel âge aviez-vous lors de l'indépendance du Cameroun ?* » ou alors « *quel âge aviez-vous à votre premier mariage ou à votre mariage si l'enquête ne s'est marié qu'une seule fois* ».

Exemple : L'enquête déclare qu'il est né en 1965 ; si la date de son anniversaire en 2020 est déjà passée :

- Si oui, son âge est (2020 – 1965 = 55) et inscrivez 55 dans le cadre réservé ;
- Sinon, son âge est (2020 – 1965 – 1 = 54) et inscrivez 54 dans le cadre réservé.

Inscrivez 95 pour les promoteurs âgés de 95 ans et plus. Inscrivez 98 pour Ne Sait Pas (NSP).

S2Q04 : Nationalité

Ecrivez en toute lettre la nationalité du promoteur ou principal dirigeant et codifiez avec la nomenclature des nationalités contenue dans le document de nomenclatures.

S2Q05: Niveau d'étude :

Prenez la peine de bien poser la question à ce niveau. Les réponses sont obtenues à travers des questions telles que : quelle est votre dernière classe fréquentée ?

Un promoteur qui a fréquenté comme dernière classe la sixième aura le niveau secondaire. Alors qu'un principal dirigeant qui a fréquenté le CM 2 comme dernière classe, aura comme niveau d'étude le primaire.

S2Q06: Diplôme le plus élevé obtenu

Inscrivez le code du diplôme le plus élevé obtenu par le promoteur (ou le principal dirigeant) de l'entreprise.

S2Q07 : Domaine de formation professionnelle

Cette question adresse la formation professionnelle acquise par le promoteur ou le principal dirigeant. Cette formation peut ou ne pas donner lieu à l'obtention d'un diplôme officiel (BTS, HND, DUT, Ingénieur, etc.). Les formations ne débouchant sur des diplômes professionnels se structurent en formation sur le tas et formation dans un institut ou centre de formation.

Ainsi un opérateur qui a appris la confection des vêtements dans un atelier de couture (ne disposant pas de centre de formation) auprès d'un couturier plus expérimenté a acquis sa formation sur le tas et aura pour code 109 tandis que celui qui a acquis sa formation dans un centre de formation aura comme code 209.

En ce qui concerne les formations donnant lieu à un diplôme officiel, deux informations sont recoupées, à savoir le domaine de formation suivie (confection, électronique, etc.) et le niveau atteint (technicien, technicien supérieur, ingénieur, etc.).

En supposant maintenant que le promoteur ait fait la filière industrie d'habillement au lycée technique, son code sera dès lors 513

Ecrivez en toute lettre le domaine de formation du promoteur (ou du principal dirigeant) et codifiez suivant la nomenclature des domaines de formation à la sortie de l'entreprise.

S2Q08 : Nombre d'années passés à la tête de l'entreprise

Cette question, de même que la suivante, essaie de cerner la culture entrepreneuriale. Inscrivez dans les bacs le nombre d'années à la tête de l'entreprise aussi bien pour le promoteur que le principal dirigeant.

S2Q09 : Situation antérieure du promoteur ou du principal dirigeant ?

Plusieurs cas peuvent se poser. Le promoteur/principal dirigeant peut avoir été salarié, soit dans l'entreprise ou dans une autre entreprise ; fonctionnaire ; ou bien diplômé sans expérience professionnelle. Inscrivez le code correspondant dans les bacs prévus à cet effet.

SECTION 3 : ECONOMIE NUMERIQUE

S3Q01 : Votre entreprise dispose-t-elle des outils fonctionnels des TIC suivants ?

Une infrastructure est dite fonctionnelle, si elle est actuellement en état de marche ou alors en état d'arrêt momentané avec l'intention d'être réparée dans un proche avenir (un mois).

Il est question de savoir si l'entreprise possède des infrastructures en TIC, celles qu'elle a acquises pour son activité, de même que la quantité de ces infrastructures. A cet effet, une liste d'infrastructures est proposée. Posez la question pour chacune de ces infrastructures et inscrire 1 pour « Oui », en précisant le nombre, et 2 pour « Non ».

NB : Si à l'observation, vous constatez que l'entreprise dispose de ces infrastructures vous n'avez plus à poser cette question. Inscrivez 1 dans le bac prévu à cet effet.

S3Q02 : Effectif du personnel sachant utiliser un ordinateur

Il s'agit de préciser le nombre de personnes dans l'entreprise pouvant utiliser l'ordinateur comme outil de travail.

S3Q03: Votre entreprise dispose-t-elle d'une connexion Internet ?

Si l'entreprise dispose d'une connexion internet, inscrivez 1 pour « oui » et 2 pour « non ».

Si un employé de l'entreprise dispose d'une connexion privée (clé Internet, Modem, Wifi téléphone) par exemple, on ne considèrera pas que l'entreprise dispose d'une connexion Internet même s'il utilise sa connexion pour les besoins de service. Par contre, s'il utilise une connexion (clé Internet, Modem, Wifi téléphone) qui a été achetée par l'entreprise pour les besoins de service, on peut en ce moment dire que l'entreprise dispose d'une connexion Internet. Cela reste vrai même si la connexion n'est pas généralisée dans l'entreprise ou n'est limitée qu'à quelques individus.

S3Q04: Votre entreprise dispose-t-elle d'un site Web ?

Si l'entreprise dispose d'un site Web, inscrivez 1 pour « oui » et 2 pour « non ».

S3Q05 : Votre entreprise dispose-t-elle d'un réseau local

Un réseau local d'entreprise représente un système de communication local reliant plusieurs ordinateurs (serveurs, stations de travail et périphériques) situés géographiquement dans un même site et permettant de transférer des données à des vitesses élevées, sur des courtes distances et dans les limites d'une enceinte privée. Inscrivez 1 pour « oui » et 2 pour « non ».

S3Q06 : Disposez-vous d'un réseau intranet pour les échanges d'informations avec les collaborateurs ?

L'intranet est un réseau privé (d'entreprise) contrairement à un réseau public (internet) qui n'est accessible qu'en interne d'où le préfixe "Intra" et utilisant les technologies Internet. Un intranet est utile pour communiquer avec les employés, leur permettre de régler les affaires administratives (demander une attestation de présence effective, un congé...) ou même exploiter le système d'information de l'entreprise via une interface web. Exemple : L'intranet permet aux employés d'accéder aux documents internes de l'entreprise. Si la structure dispose d'un réseau intranet, inscrivez 1 pour « oui » et 2 pour « non ».

NB : *Un réseau local est une infrastructure (câbles, routeurs, switchs...) alors qu'intranet est généralement un ensemble d'applications utilisées sur le réseau local.*

S3Q07 : Votre entreprise dispose-t-elle d'un réseau Extranet ?

Le réseau extranet est l'extension de l'intranet à l'extérieur de l'entreprise. Il s'agit d'un système supplémentaire offrant par exemple aux clients d'une entreprise, à ses partenaires ou à des filiales, un accès privilégié à certaines ressources informatiques de l'entreprise par l'intermédiaire d'une interface Web. Si la structure dispose d'un réseau extranet, inscrivez 1 pour « oui » et 2 pour « non ».

S3Q08 : Échangez-vous des informations via un serveur en entreprise ?

Posez la question si l'entreprise dispose d'un serveur pour l'échange et le partage des données via un serveur et reportez le code correspondant dans les bacs prévus à cet effet. Si l'entreprise échange des informations, inscrivez 1 pour « oui » et 2 pour « non ».

S3Q09 : A quoi servent les applications informatiques dont vous disposez ?

On entend par application informatique, un programme directement utilisé par un utilisateur pour réaliser une tâche ou un ensemble de tâches élémentaires d'un même domaine ou formant un tout. Plusieurs utilisations des applications informatiques sont proposées. Cochez les cases correspondant aux diverses utilisations des applications informatiques. Pour les entreprises qui ne disposent pas des applications suscitées, cocher la modalité « Non concerné ».

S3Q10 :L’entreprise effectue-t-elle la promotion et la publicité sur les plateformes numériques suivantes ?

Les plateformes numériques sont des réseaux informatiques, notamment internet ; les réseaux sociaux ; et les sites web. Ici, il s’agit de cocher toutes les plateformes qui servent la promotion et à la publicité de l’entreprise.

S3Q11 :L’entreprise effectue-t-elle des ventes sur les plateformes numériques suivantes ?

Il est question de cocher les plateformes numériques par lesquelles l’entreprise effectue des ventes en lignes.

S3Q12 :Quels sont les moyens numériques de règlement utilisés par l’entreprise lors des ventes sur les plateformes numériques ?

L’intérêt porte sur les moyens qui sont mis en œuvre pour les règlements lors des opérations de vente sur les plateformes numériques. Cochez les modes de règlement que l’entreprise utilise à cet effet.

SECTION 4: INNOVATION ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

NOTION D’INNOVATION

D’après le Manuel d’Oslo (1992), une innovation est la mise en œuvre d’un produit (bien ou service) ou d’un procédé (de production) nouveau ou sensiblement amélioré, d’une nouvelle méthode de commercialisation ou d’une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques d’une entreprise, l’organisation du lieu de travail ou les relations extérieures.

Innovation de produit :Elle correspond à l’introduction d’un bien ou d’un service nouveau ou sensiblement amélioré sur le plan de ses caractéristiques ou de l’usage auquel il est destiné. Cette définition inclut les améliorations sensibles des spécifications techniques, des composants et matières, du logiciel intégré, de la convivialité ou autres caractéristiques fonctionnelles. Comme exemples de nouveaux produits, on peut citer : les premiers micro processeurs, les appareils photo numériques, le premier baladeur numérique MP3.

Innovation de procédé: Elle est la mise en œuvre d’une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée. Cette notion implique des changements significatifs dans les techniques, le matériel et/ou le logiciel.

Innovation de commercialisation : Elle est la mise en œuvre d’une nouvelle méthode de commercialisation ou de rupture impliquant des changements significatifs de la conception ou du conditionnement, du placement, de la promotion ou de la tarification d’un produit.

Innovation d’organisation : Elle est la mise en œuvre d’une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques, l’organisation du lieu de travail ou les relations extérieures de la firme.

S4Q01 :Au cours des trois dernières années, votre entreprise a-t-elle innové ?

A. Sur le produit

L'innovation sur le produit ou le service doit aboutir à un nouveau pour l'entreprise ou à un produit suffisamment amélioré par rapport aux produits précédemment élaborés.

Pour un producteur de jus naturel (jus de foleré) par exemple, l'introduction d'un ingrédient nouveau qui modifie le produit est considérée comme une innovation de produit.

Si l'entreprise a apporté une ou des innovations sur le produit au cours des trois dernières années, inscrire le code « 1 » dans le bac réservé ou « 2 ».

B. Sur le procédé

L'intérêt est porté sur l'introduction de nouvelles méthodes de production qui permettent d'accroître la productivité et la production de l'entreprise.

A titre d'illustration, l'on peut citer l'utilisation des machines dans les fabriques de parpaings qui remplacent la fabrication manuelle (uniquement par la force des bras des ouvriers).

C. Sur la méthode de commercialisation

L'on s'intéresse à l'introduction de nouvelles méthodes de qui permettent d'accroître le rythme des ventes de l'entreprise. Inscrire le code « 1 » dans le bac réservé ou « 2 » si l'entreprise n'a mis sur pied aucun nouveau procédé de distribution/ventes durant les trois dernières années.

L'exemple des sociétés brassicoles qui ont modifié la conception de leur conditionnement passant de 1,5 L à 1 L ou 0,5 L est une innovation de commercialisation.

D. Forme d'organisation

Il est question ici de voir toutes les changements, notamment au niveau du packaging, et de la promotion qui donnent un nouvel attrait aux produits de l'entreprise. Pour illustration, on peut retenir la modification de l'emballage de l'eau Madiba.

Inscrire le code « 1 » dans le bac réservé ou « 2 » si l'entreprise n'a introduit aucune modification significative dans la présentation des produits.

S4Q02 : Sinon à S4Q01=2 pour A, B, C et D quelle en est la principale raison ? ?

Demandez la principale raison pour laquelle l'entreprise n'a pas introduit un nouveau produit sur le marché. Inscrire la réponse correspondante dans les bacs réservés.

S4Q07 :Des innovations de votre entreprise sont-elles l'objet d'un droit de propriété intellectuelle enregistré à l'OAPI/OMPI ?

L'**Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)** est un organisme intergouvernemental chargé de protéger de manière uniforme les droits de propriété intellectuelle sur les territoires des États membres, notamment par la délivrance de titres de protection des droits de propriété, les brevets ; les marques ; les noms commerciaux ; les indications géographiques ; les dessins ou modèles industriels

L'**Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)** est une agence des Nations Unies où s'enregistrent les droits de propriété.

Inscrire le code « 1 » dans le bac réservé ou « 2 » si l'entreprise n'a pas enregistré de droit de propriété.

S4Q08 : Votre entreprise dispose-t-elle d'une certification internationalement reconnue ?

La certification est une attestation délivrée par une tierce partie relative à des produits, des processus, des systèmes ou des personnes. Elle permet d'établir, au regard d'exigences spécifiées, la conformité de produits et de services, de systèmes de management (ISO 9001, ISO 14001, ISO/IEC 27001, etc.). Toutes les entreprises sont susceptibles de faire appel à une certification.

Si l'entreprise dispose d'une certification internationalement reconnue inscrire le code « 1 » dans le bac réservé ou « 2 » sinon.

N.B : La question S4Q08 est un filtre,

- Si S4Q08=1, continuez le remplissage normal ;
- Si S4Q08=2, sautez la question S4Q08A, allez à la question S4Q09.

S4Q08A : Si oui lesquelles ?

Demandez la spécification des certifications internationales et renseignez dans l'espace prévu à cet effet.

S4Q09 : Votre entreprise dispose-t-elle de certifications nationales reconnues ?

Si l'entreprise dispose d'une certification nationalement reconnue inscrire le code « 1 » dans le bac réservé ou « 2 » sinon.

N.B : La question S4Q09 est un filtre,

- Si S4Q09=1, continuez le remplissage normal ;
- Si S4Q09=2, sautez la question S4Q09B, allez à la question S4Q10.

S4Q09B : Si oui lesquelles ?

Demandez la spécification des certifications nationales et renseignez dans l'espace prévu à cet effet.

S4Q10 : Votre entreprise utilise-t-elle une technologie de production sous licence étrangère ?

La licence permet de se voir accorder la permission d'une société (donneur de licence) de fabriquer et de vendre des produits sur un marché précis. La société qui obtient ce droit (détenteur de licence) convient le plus souvent de verser une redevance au propriétaire.

Exemple : la Brasserie, NESTLE, GUINNESS produisent sous licence

S4Q11 : Si oui, quel est le coût initial de cette licence ?

Demandez le coût de la licence et renseignez les bacs réservés à cet effet.

S4Q12 : Votre entreprise est-t-elle détentrice d'un brevet ?

Le brevet est un titre délivré pour protéger une invention. Il confère à son titulaire un droit exclusif d'exploitation de l'invention qui en est l'objet pour une durée déterminée.

L'achat de brevets permet aux entreprises d'être plus innovantes. Les entreprises recherchent des innovations sous toutes leurs formes car elles leur permettent d'accroître leur compétitivité, notamment par une meilleure maîtrise des coûts.

S4Q14 : L'entreprise fait-elle la veille technologique ?

La veille technologique est l'activité qui consiste à se tenir informé des innovations dans votre secteur d'activité. Ce faisant, l'entreprise connaît grâce à cela ses limites de production ainsi que les forces et faiblesses des concurrents.

Cette veille technologique peut se faire à travers les moteurs de recherche (Google, autres, etc.) , les réseaux sociaux (facebook,).

A titre d'exemple, on peut citer une entreprise de garage qui cherche fréquemment sur les moteurs de recherche des nouvelles techniques de détection des pannes.

Cette question est un filtre. Si l'entreprise n'effectue pas la veille technologique (S1Q14=2) allez à la question S4Q16.

S4Q15 : Qui s'occupe principalement de cette veille technologique ?

Dans le cas où l'entreprise fait la veille technologique, demandez à l'interviewé qui est le responsable en charge de cette veille technologique et renseignez le bac prévu à cet effet.

S4Q16 : L'entreprise utilise-t-elle les résultats de la recherche issus des universités ou des instituts de recherche?

Il s'agit ici d'apprécier le cadre de coopération entre l'entreprise et les universités.

S4Q17 : Si Oui, pour quelle activité ?

Au cas où l'entreprise utilise les résultats de recherches issus des universités ou des instituts de recherche, cochez les cases pour lesquelles l'utilisation est orientée.

S4Q18 : Si non pourquoi ?

Dans le cas où l'entreprise n'utilise pas les résultats de recherche issus des universités ou des instituts de recherche, cochez les cases pour lesquelles qui justifient la non utilisation de ces résultats.

S4Q19 : L'entreprise fait-t-elle de la Recherche & développement ?

La recherche et développement est l'ensemble des activités visant à augmenter le stock de connaissances ou résoudre des problèmes scientifiques ou techniques. Elle peut être réalisée en interne pour l'entreprise elle-même ou pour d'autres entreprises ou réalisée en externe par d'autres structures.

Cette question est un filtre. Si S4Q19=1 allez à S4Q20, sinon allez à S4Q21

S4Q20 : Qui s'occupe principalement de cette Recherche & développement ?

On s'intéresse ici à l'organe qui est en charge de la Recherche et développement dans l'entreprise. Inscrivez le code correspondant dans le bac prévu à cet effet.

S4Q21 : L'entreprise finance-t-elle les activités de Recherche & développement ?

Inscrivez 1 si l'entreprise finance les activités de R&D ou 2 sinon.

S4Q22 : Combien avez-vous dépensé en R&D (coût de main-d'œuvre et investissement) en 2018?

Il s'agit ici de toutes les dépenses liées à la Recherche et développement qui intègrent les coûts de la main d'œuvre ainsi que les dépenses effectuées sur les bâtiments et les équipements qui sont directement liées à l'activité de Recherche de développement.

SECTION 5 : FINANCEMENT DE L'ACTIVITE DES ENTREPRISES

5.1 Besoins de financement

S5Q01 :Citez parmi les sources de financement suivant, les trois (03) principales auquel vous avez eu recours au démarrage de votre entreprise par ordre d'importance ?

La question cherche à capter les trois (03) principales sources de financement auxquels l'entreprise a eu recours pour le démarrage de son activité. Il faut indiquer qu'il est possible que l'entreprise n'ait eu recours qu'à une seule source de financement.

S5Q02A à S5Q02O : Quels sont les besoins de financement exprimés par votre entreprise au cours des 3 dernières années écoulées

Il s'agit ici d'identifier les besoins de financement de l'entreprise pour lesquels celle-ci sollicité des financements. Une liste de besoins est proposée de S5Q02A à S5Q02N. Demander la situation de l'entreprise concernant ces besoins. Inscire 1 pour les besoins de financements exprimés et 2 pour les besoins non exprimés. Renseignez par ailleurs le nombre de fois que le besoins a été exprimé pour chaque type de financement.. Demander par la suite au responsables de l'entreprise s'il fait face à un autre besoin en dehors de ceux de cette liste ; Si oui, inscrire ledit besoin en S5Q02O.

5.2 Modes de financement

S5Q03A à S5Q03Q : Avez-vous eu recours aux modes de financement suivants en 2019 ?

Il s'agit ici d'identifier les modes de financement que l'entreprise a sollicité et pour ces derniers voir ceux qui ont été obtenus. Une liste des modes de financement est proposée de S5Q03A à S5Q03P. Demandez la situation de l'entreprise concernant ces besoins. Inscire 1 pour les modes de financements sollicités et 2 pour les modes de financements non sollicités. Pour les modes de financements qui ont été sollicités, demandez à l'interviewé ceux qui ont été sollicité et inscrire le code « 1 » dans le bac prévu et « 2 » si le mode de financement auquel l'entreprise a fait recours n'a pas été obtenu.

L'on propose ci-dessus les définitions de quelques modes de financement :

Un prêt bancaire est un crédit octroyé par une banque.

Un prêt EMF est un crédit octroyé par un établissement de microfinance.

Un Don est un moyen financier ou matériel octroyé à une personne physique ou morale sans contrepartie.

Tontine

Une Subvention est une aide financière directe ou indirecte, allouée par l'Etat ou une entité publique en vue de financer une activité génératrice de revenus. Le bénéficiaire de la subvention peut être public ou privé, entreprise, association, etc.

Un Crédit fournisseur est un crédit accordé à l'acheteur par le fournisseur dans le cadre de son contrat commercial.

Crédit-bail : il consiste pour une entreprise, à faire financer l'acquisition de son outil de production par un crédit-bailleur. Celui-ci met ensuite les équipements achetés par ses soins à la disposition du demandeur pour exploitation. Les deux parties conviennent des modalités de remboursement, par traites, des fonds ayant permis l'achat de ces équipements, qui deviendront la propriété de l'entreprise après remboursement intégral des fonds engagés par le financier (crédit-bailleur). Ce mode de financement a la particularité de permettre aux entreprises d'obtenir les équipements sollicités sans déboursier le moindre centime, de les exploiter directement pour produire, et de

pouvoir utiliser le fruit de l'exploitation desdits équipements pour rembourser le crédit-bailleur, de manière plutôt flexible.

Investisseur particulier (business angel) : Personne physique qui décide d'investir à titre individuel dans des entreprises qu'elle juge innovante ou à fort potentiel.

Capital risque/Capital investissement : Le **capital-investissement** est une forme très ancienne d'investissement par laquelle un investisseur consacre une partie de ses capitaux propres ou sous gestion au développement ou rachat d'une société (ou d'une division) ayant des besoins de croissance, de transmission ou de redressement. Le capital-risque est une déclinaison du capital-investissement qui permet de financer le démarrage de nouvelles entreprises.

L'Affacturage consiste à transférer les créances d'une entreprise à une banque ou autre institution d'affacturage, qui les finance alors immédiatement.

Crowdfunding (financement participatif) : mécanisme de financement ayant pour but de collecter les apports financiers d'un grand nombre de particuliers au moyen d'une plateforme internet. Il s'agit en fait d'un financement participatif. Deux parties sont mises en présence lors d'une opération de crowdfunding :

- L'investisseur qui place une somme d'argent dans un projet auquel il croit ;
- Le porteur de ce projet qui ne possède pas les fonds nécessaires pour le mettre en œuvre.

S5Q04 : Combien de fois avez-vous demandé des financements en 2019 ?

Il s'agit de demander le nombre de fois où l'entreprise a sollicité un crédit. Si l'entreprise n'a pas demandé de financement en 2019, allez à S5Q21

S5Q05 : Quel est le montant cumulé de ces demandes en 2019

Ici, il faut demander le montant cumulé de crédit sollicité par l'entreprise en 2019, puis inscrire la réponse dans le bac prévu.

S5Q06 : Quel est le montant total des financements reçus pour votre entreprise en 2019

Il faut demander le montant cumulé de financements reçus en 2019 par l'entreprise puis inscrire la réponse dans les bacs prévus.

S5Q07 : Dont Dons/subventions/ Prêts

Au cas où le montant des financements reçus (en S5Q06) est non nul, demandez sa décomposition en Dons/subventions et en Prêts, puis renseignez les bacs réservés à cet effet. Si le montant des financements est nul, renseignez ces bacs en y inscrivant tout simplement la valeur 0.

S5Q08 : Pour les emprunts, donner la durée la plus courte et la plus longue de remboursement

Demandez, pour les emprunts, la durée la plus courte et la plus longue de remboursement et inscrivez les réponses dans les bacs prévus à cet effet.

S5Q09 : Sous quelle forme avez-vous reçu ces financements ?

Cette question renvoie à la forme sous laquelle l'entreprise a reçu le financement à la suite de l'emprunt. Inscrire 1 pour « en nature », 2 pour « espèce » et 3 pour « mixte ».

S5Q10 : Mode de décaissement

Il s'agit d'indiquer le mode de décaissement du financement obtenu à la suite de l'emprunt. Inscrire 1 pour « ponctuel (en un block) », 2 pour « par tranche sans conditions » et 3 pour « par tranche avec conditions ». Si la réponse est « 1 », ou « 2 » allez à S5Q11.

S5Q10A : Si par tranche avec conditions, préciser les conditions

Dans le cas où le décaissement est par tranche avec conditions, il faut indiquer ici ces conditions.

S5Q11 : Comment avez-vous appréciés ces financements

Il s'agit ici de requérir l'avis des responsables d'entreprises sur les financements reçus. Inscrire 1 pour « *inadaptés* », 2 pour « *adaptés* », et 3 pour « *idéal* ».

S5Q12 : Quelles étaient les raisons des demandes non satisfaites

Demandez les raisons pour lesquelles les demandes de financements n'ont pas été satisfaites.

S5Q13 : Pour celles des demandes d'emprunts non satisfaites, quelles sont les garanties qui ont été exigées et celles que vous avez présentées ?

Demandez à l'interviewé les garanties qui ont été exigées à son entreprise et celles qui ont été présentées. Rapprochez les réponses aux modalités de S5Q13A à S5Q13E. Utilisez les modalités S5Q13F à S5Q13G dans le cas où la réponse de l'enquêté ne se rapporte pas aux modalités allant de S5Q13A à S5Q13E.

S5Q14 : Comment appréciez-vous la valeur des garanties par rapport au crédit que vous avez reçu ?

Demandez à l'enquêté de comparer la valeur des garanties présentées par rapport au crédit que l'entreprise a reçu et renseignez le bac prévu à cet effet.

S5Q15 : Quelle était la valeur approximative de la garantie (en milliers de FCFA)

Il s'agit ici d'indiquer la valeur approximative de la garantie déposée pour obtenir l'emprunt.

S5Q16 : Comment appréciez-vous les taux d'intérêts pratiqués

Il s'agit de demander l'appréciation que les responsables d'entreprises ont des taux d'intérêts pratiqués. Inscrire 1 pour « élevés », 2 pour « acceptables » et 3 pour « faibles ».

S5Q17 : Quel était l'échéance de remboursement

Il s'agit ici d'indiquer l'échéance du remboursement de l'emprunt. Inscrire 1 pour « Hebdomadaire », 2 pour « mensuelle », 3 pour « trimestrielle », 4 pour « semestrielle » et 5 pour « annuelle ».

S5Q18 : Comment appréciez-vous l'échéance de remboursement ?

Il s'agit de demander aux responsables d'entreprises leur appréciation de leur emprunt. Inscrire 1 pour « contraignant », 2 pour « indifférent » et 3 pour « approprié ».

S5Q19 : Pourquoi ?

Il s'agit ici d'indiquer les raisons qui motivent l'appréciation données en S5Q18.

S5Q20 : Respectez-vous les échéances de remboursement selon votre tableau d'amortissement ?

Il est question d'apprécier la rigueur des entreprises à rembourser le crédit reçu. Inscrire 1 pour « Toujours », 2 pour « Souvent », 3 pour « Rarement » et 4 pour « Jamais ».

S5Q21 : Au cours de l'année 2019, avez-vous effectué un remboursement d'emprunt ?

Il s'agit d'indiquer si l'entreprise a eu à rembourser de l'argent emprunté en 2019. Inscrire 1 pour « Oui » et 2 pour « Non ».

Cette question est un filtre. Si S5Q21=1 allez à S5Q22 sinon allez à S5Q23.

S5Q22 : Si oui quel a été le montant de ce remboursement (en milliers de FCFA)

Ici, il faut indiquer le montant du remboursement en 2019(en milliers de FCFA)effectué par l'entreprise.

S5Q23 : Selon vous, quelles sont les contraintes majeures liées au financement ?

Il s'agit ici d'indiquer les contraintes majeures liées au financement. Une liste des contraintes est proposée de S5Q23A à S5Q23J.Inscrire 1 pour « Oui » et 2 pour « Non » pour chacune de ces contraintes. Des bacs sont prévus (S5Q23K et S5Q23L) pour inscrire d'autres contraintes absentes de cette liste.

S5Q24 :Existe-t-il une banque principale avec laquelle vous effectuez vos transactions?

L'intérêt est porté sur la relation entre l'entreprise et la banque avec laquelle elle commet les transactions. Inscrire 1 pour « Oui » et 2 pour « Non ». Il s'agit ici des Banque de première catégorie ci-après : BICEC, CBC, SCB, Afriland First Bank, SGBC, UBA, NFC, UBC, BGFI, STANDARD, ECOBANK,

Cette question est un filtre. Si S5Q24=1 allez à S5Q25 sinon allez à S5Q26.

S5Q25 :Si oui donnez son nom

Dans le cas où l'entreprise a une relation avec une banque principale, demandez le nom de cette banque et renseignez l'espace réservé à cet effet.

S5Q26 :Par rapport aux critères ci-après, pouvez-vous donner une notation de cette banque ?

On veut ici évaluer la satisfaction de l'entreprise de sa relation avec la banque. A cet effet, proposez-leur les modalités listées et collectez pour chaque modalité une note de 0 à 5.

S5Q27 :Avez-vous déjà bénéficié des prêts couverts par des fonds de garantie ?

Une garantie est un instrument financier destiné à protéger un établissement de crédit en cas de non remboursement d'un crédit par l'emprunteur. Le fonds de garantie compense ainsi les pertes éventuelles enregistrées par l'établissement de crédit dans le cadre de l'octroi de crédits.

Demandez à l'entreprise si elle a bénéficié des prêts couverts par des fonds de garanties.Inscrire 1 pour « Oui » et 2 pour « Non ».

Cette question est un filtre. Si S5Q27=1 allez à S5Q28 sinon allez à S5Q30.

S5Q28 :Si oui : Nom(s) du (des) fonds

Demandez le nom des fonds de garanties ainsi que le nom des bailleurs. A titre d'illustration, le produit ARIZ TPE Minka est un fonds et a pour bailleur PROPARCO.

S5Q29 :Si oui, diriez-vous que ces prêts vous auraient été impossible sans la couverture du fonds de garantie ?

Posez la question à l'enquêté et Inscrire 1 pour « Oui » et 2 pour « Non ».

S5Q30 :Les fonds de garanties peuvent-elles être une solution du financement des PME au Cameroun ?

Demandez à l'enquêté son opinion sur les fonds de garantie en tant que solution au financement des PME au Cameroun. Inscrivez 1 pour « *Tout à fait* », 2 pour « *Plutôt oui* », 3 pour « *Plutôt non* » et 4 pour « *Pas du tout* ».

S5Q31 : Pourquoi ?

Il s'agit ici d'indiquer les raisons qui motivent l'appréciation donnée en S5Q30.

S5Q32 :Quelle mode de garantie vous semble-t-il le plus adapté pour le financement des PME camerounaises ?

Posez la question à l'enquêté et Inscrivez 1 pour « *Garantie individuelle* », 2 pour « *Garantie de portefeuille* », et 3 pour « *Garantie à travers la médiation d'un établissement de microfinance* ».

S5Q33 :Avez-vous connaissance des structures suivantes d'appui aux PME?

De S5Q33A à S5Q33J une liste de structures d'accompagnement est donnée dont les activités concernent entre autres, le financement ; l'appui à la création des entreprises ; et l'appui à la production. Inscrivez 1 pour « *Oui* » et 2 pour « *Non* » pour chacune de ses structures. Un bac est prévu (S5Q33K) pour inscrire une autre structure publique d'accompagnement des PME.

SECTION 6 : COMPETITIVITE

S6Q01 : Sur le marché intérieur avez-vous des concurrents ?

Demandez à l'enquêté si son entreprise fait face à la concurrence sur le marché intérieur. Cette question est un filtre. Si S6Q01=1 allez à S6Q02 sinon allez à S6Q06.

S6Q02 :Comment se situent vos prix par rapport à ceux de vos principaux concurrents ?

Demandez à l'interviewé la situation des prix des produits de son entreprise par rapport à ses principaux concurrents. Inscrivez 1 pour « *Supérieurs* », 2 pour « *Egaux* », 3 pour « *Inférieurs* » et 4 pour « *Ne sait pas* ».

S6Q03 : Selon vous, quel est la principale provenance du produit concurrent qui constitue une menace pour votre activité ?

Posez la question à l'enquêté et Inscrivez le numéro correspondant.

S6Q04 :Qu'est-ce qui vous amène à avoir des prix différents de ceux de vos concurrents ?

On s'intéresse ici aux raisons de la différenciation des prix de l'entreprise par rapport aux principaux concurrents. Une liste de modalités susceptibles de faire varier les prix est proposée. Pour chacune d'elle, inscrire le code « 1 » pour oui et le code « 2 » pour non.

S6Q05 :Comment fixez-vous les prix de vos principaux produits/services ?

Plusieurs facteurs peuvent être pris en compte dans la fixation des prix. Pour la liste des modes de fixation proposée, inscrire le code « 1 » pour oui et le code « 2 » pour non.

S6Q06 :Quel est votre principal client ?

Posez la question à l'enquêté et 1 pour « *Entreprises du privé* », 2 pour « *Entreprises du public/parapublic* », 3 pour « *Particulier/public* », et 4 pour « *Exportation* »

S6Q07 :Rencontrez-vous au moins une des difficultés/obstacles suivantes ?

Les difficultés peuvent être de plusieurs ordres : celles liées à l'acquisition des intrants, à l'accès aux financements, à la pression fiscale, à l'obsolescence des équipements ou encore la corruption. Une liste de modalités est proposée. Pour chacune d'elle, inscrire le code « 1 » pour oui et le code « 2 » pour non.

S6Q08 : Parmi vos postes de coûts suivants, citez par ordre d'importance les trois principales qui vous paraissent trop chers et méritent donc d'être réduits ?

Posez la question à l'enquêté et renseignez les coûts dans les espaces réservés. Ces postes sont relatives aux matières premières, au transport, à l'électricité, autres énergie, salaires et autres charges salariale, autres charges éventuellement. Bien entendu, il peut arriver qu'il y'en ait qu'un seul poste de coût.

S6Q09 : Connaissez-vous l'Accord de Partenariat Economique entre le Cameroun et l'Union Européenne ?

Cet accord, dit "intérimaire", garanti durablement le libre accès au marché européen pour tout produit originaire du Cameroun et est favorable à l'accroissement du commerce et à la diversification des activités économiques du Cameroun.

L'accord de partenariat économique intérimaire prévoit l'accès en franchise de droits de douane et sans contingent au marché de l'UE pour les exportations en provenance du Cameroun. De son côté, le Cameroun va ouvrir progressivement son marché aux exportations européennes sur une période transitoire prévue jusqu'en 2023. Cette ouverture se fera à l'exception d'un certain nombre de produits de façon à assurer la protection de ses marchés agricoles et industriels qu'il considère comme sensibles. En outre, l'accord contient des dispositions relatives aux instruments de défense commerciale, au règlement des différends et à la coopération au développement.

Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non.

NB : Cette question est un filtre.

Si S6Q09=1, continuez le remplissage normal ;

Si S6Q09=2, allez à S6Q11.

S6Q10 : Si oui, connaissez-vous les règles d'origines applicables aux marchandises de l'Union Européenne ?

Les règles d'origine sont des critères permettant de déterminer le pays d'origine d'un produit. Elles permettent de s'assurer qu'un bien exporté d'un pays y est réellement fabriqué. Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non.

Au Cameroun, ces règles ont été consacrés par le Décret N° 2016/367 du 03 août 2016 du Président de la République fixant les règles d'origine et les méthodes de coopération administrative applicables aux marchandises de l'Union Européenne dans le cadre de l'Accord d'étape vers l'Accord de Partenariat Economique

S6Q11 : Avez-vous soumissionné à des commandes publiques en 2019 ?

Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non.

NB : Cette question est un filtre.

Si S6Q11=1, continuez le remplissage normal ;

Si S6Q11=2, sautez les questions S6Q12 et S6Q13, allez directement à S6Q14.

S6Q12 : Si oui, avez-vous été bénéficiaire à certaines d'entre-elles ?

Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non.

S6Q13 : Donner le nombre et le montant de ces marchés

Dans le cas où l'entreprise a été bénéficiaire de la commande publique en 2019, demandez-lui le nombre de marchés et le montant de ces marchés et renseignez les bacs réservés à cet effet.

S6Q14 : Notez de 0 à 5 les stratégies que vous utilisez pour accroître votre activité

Cette question vise à cibler les stratégies que l'entreprise élabore afin de développer leur activité. Pour chacune des stratégies, l'interlocuteur devra attribuer une note allant de 0 à 5 selon l'intensité de l'utilisation. Cette note mesure ainsi l'intensité d'utilisation de la stratégie. Si une entreprise n'utilise pas une stratégie, la note attribuée sera « 0 », si elle utilise intensément une stratégie, la note sera égale à « 5 » ou proche de « 5 ».

S6Q15 : Notez de 0 à 5 les stratégies que vous utilisez pour améliorer la satisfaction de vos clients ?

Cette question vise à cibler les stratégies que l'entreprise développe afin d'améliorer la satisfaction de sa clientèle. Pour chacune des stratégies, l'interlocuteur devra attribuer une note allant de 0 à 5 selon l'intensité de l'utilisation. La note mesure ainsi l'intensité d'utilisation de la stratégie. Si une entreprise n'utilise pas une stratégie, la note attribuée sera « 0 », si elle utilise intensément une stratégie, la note sera égale à « 5 » ou proche de « 5 ».

S6Q16 : Utilisez-vous les outils de gestion suivants :

La croissance de l'activité dépend de la capacité de l'entreprise de gérer certains détails (comptabilité, ressources humaines, stocks, etc.). Demandez à l'interlocuteur de cocher tous les outils de gestion qui sont utilisés dans son entreprise.

S6Q17 : Avez-vous entendu parler de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)

La régulation du travail en entreprise est l'un des pans de la Responsabilité Sociale ou Sociétale des entreprises (RSE) qui se définit comme la contribution volontaire des entreprises aux enjeux du développement durable, aussi bien dans leurs activités que dans leurs interactions avec leurs parties prenantes.

Elle concerne trois domaines :

- Environnemental (lutte contre le changement climatique, gestion économe des ressources, biodiversité) ;
- Social (lutte contre les discriminations, conditions de travail, gestion des emplois) ;
- Sociétal (relations avec les clients, les fournisseurs, la société civile).

Il s'agit de demander aux responsables de l'entreprise si ces derniers ont entendu parler de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Inscrivez 1 pour « Oui » et 2 pour « Non ».

S6Q18 : Menez-vous les actions dans le cadre de la Responsabilité Sociétale des Entreprises ?

Posez la question et inscrivez la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non.

S6Q19 : Disposez-vous d'un dispositif HQSE (Hygiène, Qualité, Sécurité, Environnement) au sein de votre entreprise ?

Il est question ici de savoir si l'entreprise possède un dispositif permettant la définition de la politique de sécurité (personnels, matériels, conditions de travail, respect de l'environnement) et de prévention des risques d'accidents et de maladies.

Inscrivez 1 pour « Oui » et 2 pour « Non ».

S6Q20 :Votre entreprise a-t-elle affilié tout son personnel à la CNPS ?

Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non.

S6Q21 :L'entreprise dispose-t-elle d'un dispositif de prise en charge des personnes victimes d'accidents de travail ?

Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non. Il peut s'agir ici de la disponibilité d'un centre de santé au sein de l'entreprise, d'une boîte de pharmacie, ou de facilités pour être référé rapidement dans un centre de santé.

S6Q22 :Avez-vous souscrit à une assurance maladie pour votre personnel en 2019 ?

Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non.

S6Q23 :Y'a-t-il un médecin de travail dans l'entreprise ?

Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non.

S6Q24 :Y'a-t-il un délégué du personnel dans votre entreprise ?

Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non.

S6Q25 :Si oui, participe-t-il aux sessions du conseil d'administration ?

Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non.

S6Q26 :Existe-t-il dans votre entreprise une boîte à suggestions ouverte au personnel ?

Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non. Il s'agit d'une boîte dans laquelle les employés peuvent introduire sous anonymat ou non des propositions, des plaintes sur le fonctionnement de l'entreprise ou tout autre aspect de la vie de l'entreprise.

S6Q27 :Existe-t-il un cahier de doléances dans votre entreprise ?

Posez la question et inscrire la réponse de l'interlocuteur dans le bac prévu à cet effet : « 1 » pour Oui et « 2 » pour non.

SECTION 7 : SOUS TRAITANCE ECHANGES INTERENTREPRISES

La sous-traitance est un contrat qui lie deux entreprises. L'entreprise à l'origine du contrat est appelée le donneur d'ordre tandis que la seconde entreprise s'appelle le sous-traitant ou client. On peut distinguer trois types de sous-traitance qui recouvrent quasiment tous les cas de figure :

- La sous-traitance de spécialité : dans ce cas, l'entreprise ne possède pas les moyens (compétences ou matériel) nécessaires à la fabrication d'un produit et s'adresse à une autre entreprise pour le faire.
- La sous-traitance de capacité : il arrive que l'entreprise se retrouve, à un certain moment, incapable de faire face à la demande (croissante) de ses clients et qu'elle utilise la sous-traitance pour dépasser cette difficulté.
- La sous-traitance de marché : c'est le cas où une entreprise fait appel à une autre pour remplir un marché conclu entre elle et un maître d'ouvrage.

S7Q01 : En 2019 avez-vous exécuté des travaux de sous-traitance

Posez la question au répondant selon les modes de sous-traitance mentionnés ci-dessus. Si l'un au moins de ces modes a été effectué, inscrire 1 dans le bac réservé à cet effet. Sinon allez à S7Q04. L'on peut citer l'exemple d'une entreprise de vitrerie à laquelle une autre entreprise qui a gagné un marché de construction confie la pose des vitres des fenêtres ou d'un bâtiment.

S7Q02 : Si oui avec combien d'entreprises avez-vous effectué les travaux de sous-traitance ?

Il s'agit d'indiquer le nombre d'entreprises avec lesquelles l'entreprise enquêtée a sous-traité en 2019.

S7Q03 : Part de la sous-traitance dans votre chiffre d'affaires en 2019

Il s'agit d'indiquer ici la part du chiffre d'affaires (en pourcentage) des activités de sous-traitance dans le chiffre d'affaires global de l'entreprise.

S7Q04 : Avez-vous attribué à d'autres entreprises des travaux de sous-traitance en 2019 ?

Demander si l'entreprise a confié des travaux de sous-traitance à d'autres entreprises en 2019. Si la réponse est affirmative, Inscrivez **1 pour « oui »** dans le bac prévu, sinon inscrivez **2 pour « Non »** et allez à S7Q07. A titre d'illustration, on peut citer l'exemple d'une entreprise de confection des habits (tailleur) qui fait faire les boutons des habits ou la broderie des vêtements qu'elle confectionne à une autre entreprise.

S7Q05 : Si oui à combien d'entreprises

Il s'agit d'indiquer le nombre d'entreprises auxquelles l'entreprise enquêtée a confié des travaux de sous-traitance en 2019.

S7Q06 : Part de la sous-traitance dans les dépenses de votre entreprise

Il s'agit d'indiquer ici la part des dépenses (pourcentage) des activités de sous-traitance dans les dépenses globales de l'entreprise en 2019.

S7Q07 : Votre entreprise a-t-elle déjà collaboré avec d'autres entreprises dans les domaines suivants

A titre d'illustration, on peut citer le cas des braiseuses des poissons qui collaborent pour acheter un carton de poisson qui leur revient moins cher, puis elles se le partagent, pourtant elles sont concurrentes sur le marché du poisson braisé. Il s'agit ici d'une collaboration dans le domaine de l'approvisionnement.

S7Q08 : Si non à tous ces motifs, expliquez les raisons de l'absence de collaboration

SECTION 8 : ATTRACTIVITE ET CONTRIBUTION DE L'APME DANS LA COMPETITIVITE DES PME

Cette section vise à faire une esquisse de l'évaluation des activités de l'APME depuis sa mise en place il y'a de cela 8 ans.

S8Q01A : Avez-vous déjà entendu parler de l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME) ?

Il s'agit ici d'entendre parler de l'APME à travers les médias, à partir des forums et autres.

S8Q01B : Sinon avez-vous entendu parler du Centre de Formalités de Création des Entreprises (CFCE) ?

Cette question est posée uniquement si l'enquêté affirme qu'il n'a jamais entendu parler de l'APME. Il faut rappeler que le Centre de Formalités de Création des Entreprises (CFCE) est un service de l'APME qui a pour objet la facilitation de la création des entreprises au Cameroun. Tous les services (Impôt, Greffes, etc) qui interviennent dans la création d'une entreprise sont présents dans les CFCE, ce qui réduit les délais, les déplacements et les tracasseries.

S8Q02 :SI OUI, Avez-vous déjà été en contact avec l'APME ?

Le contact avec l'APME peut s'opérer à travers les canaux évoqués dans le questionnaire

S8Q03 : Quelle était la raison du contact?

S8Q04 : L'APME est une institution Publique spécialisée dans l'encadrement, la promotion et le développement des Petites et Moyennes Entreprises. Dans ce cadre, avez-vous déjà bénéficié d'une forme quelconque d'accompagnement de l'APME ou à travers ses différents programmes ?

S8Q05 : SiOui, lesquelles ?

Posez la question au correspondant et renseignez la réponse.

S8Q06 : Quelimpact l'accompagnement de l'APME a-t-il eu sur les activités de votre entreprise ?

Posez la question au correspondant et renseignez la réponse.

S8Q07 : Quelles sont vos suggestions pour l'amélioration de l'accompagnement de l'APME aux entreprises ?

Posez la question au correspondant et renseignez la réponse.

SECTION 9 : EMPLOI ET ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

L'activité de l'entreprise doit être codifiée suivant la nomenclature NAEMA Rev1

S9Q01 : Chiffre d'affaires des exercices 2018

Il s'agit de noter ici le montant total des ventes et recettes réalisées par l'entreprise ou l'établissement (en milliers de Francs CFA) au cours del'exercice 2018.

Encadré N°2 : Notion du chiffre d'affaires

C'est le montant hors taxes de ventes de produits et services liées aux activités ordinaires de l'entreprise. Il regroupe le montant des ventes de marchandises, de la production vendue et des produits accessoires. Ne sont pas compris dans le chiffre d'affaires, les produits nets partiels sur contrat pluri-exercices, les subventions d'exploitations et les produits financiers.

En résumé, les composantes du chiffre d'affaires sont les suivantes:

- *Les ventes de marchandises ;*
- *Les ventes des produits finis ;*
- *Les ventes des produits intermédiaires ;*
- *Les ventes des produits résiduels ;*
- *Les travaux facturés ;*
- *Les services vendus ;*
- *Les produits accessoires (emballages perdus, bonis sur emballages récupérables, commissions et*

NB: Cette variable sera facilement renseignée par les entreprises tenant une comptabilité formelle. Concernant celles ne tenant pas de comptabilité, vous userez de beaucoup de tacts pour recouper l'information. Car il ne sera pas toujours facile pour l'enquêté de se rappeler de ces ventes et recettes réalisées en 2018. En pratique, si l'enquêté ne peut pas vous donner le chiffre d'affaires annuel de 2018, trois situations se présentent :

- Demandez-lui son chiffre d'affaires (ou recette mensuelle) moyen et multipliez par douze (12) pour avoir le chiffre d'affaires annuel de 2019. S'il n'est pas en mesure de vous donner le chiffre d'affaires annuel ;
- Demandez-lui son chiffre d'affaires hebdomadaire moyen c'est-à-dire ses recettes réalisées en une semaine, multipliez par cinquante-deux (52) pour avoir le chiffre d'affaires annuel de 2019.
- Demandez-lui en moyenne quel chiffre d'affaires il peut dégager en un jour et multipliez par 360 pour obtenir le chiffre d'affaires annuel de 2019.

Exemple : Vous êtes en face d'un interlocuteur ne tenant pas de comptabilité et vous voulez capter son chiffre d'affaires.

1^{er} Cas : On suppose qu'il est un couturier qui coud les habits, les vend et reçoit aussi des commandes des clients qui apportent leur tissu et ceux qui passent la commande sans tissu.

Dans ce cas de figure, son chiffre d'affaires possède trois composantes :

- Le montant des ventes de vêtements cousus ;
- Les frais de couture versés par les clients avec tissu ;
- Les sommes d'argent reçues des clients ayant passé la commande sans apporter le tissu.

Ici, le chiffre d'affaires est la somme de ces trois composantes.

Application : Le couturier ne se rappelle pas de son chiffre d'affaires annuel de 2018 mais il sait néanmoins que les mois ordinaires :

- ✓ Il vend en moyenne les vêtements pour un montant de 300 000 FCFA ;
- ✓ Les frais de couture qu'il perçoit sont en moyenne de 150 000 FCFA ;
- ✓ Le montant des commandes est de 400 000 FCFA

En outre, il vous fait comprendre que les mois d'août, septembre et décembre sont les mois de fortes activités :

En Août et septembre, ses recettes se décomposent comme suit :

- ✓ Montant moyen des ventes de vêtement : 600 000 FCFA ;
- ✓ Frais de couture : 300 000 FCFA ;
- ✓ Commandes sans tissus : 600 000 FCFA.

En décembre, ses recettes se décomposent comme suit :

- ✓ Montant moyen des ventes de vêtement : 800 000 FCFA ;
- ✓ Frais de couture : 500 000 FCFA ;
- ✓ Commandes sans tissu : 700 000 FCFA.

Appliquer le principe du 1^{er} cas à ces deux autres en tenant compte de l'unité avec laquelle l'interlocuteur vous communique les informations (Recette journalière ou hebdomadaire) et en tenant aussi compte des périodes de fortes activités du secteur considéré.

S9Q02 : Effectif employé au 31 décembre 2019

Demander combien de personnes ont travaillé en permanence et de façon temporaire en 2019 dans l'établissement que vous enquêtez, ensuite leur répartition par sexe (nombre d'hommes et nombre de femmes).

S9Q03 : Listez les activités exercées dans l'entreprise et indiquez la part (%) de chaque activité dans le chiffre d'affaires (hors taxes) total

Les activités ci-dessous listés seront listés seront par la suite rattachés à des activités.

DEUXIEME PARTIE : QUESTIONNAIRE ETABLISSEMENT DE CREDIT

SECTION 0 :Généralités

Se référer aux instructions de la section 0 du questionnaire « entreprise »

SECTION 1 :Identification et localisation des établissements de crédits

S1Q01 : Raison sociale

Même instructions que le S1Q01 du questionnaire « entreprise »

S1Q02 : Sigle

Même instructions que le S1Q02 du questionnaire « entreprise »

S1Q03 : N° de contribuable

Même instructions que le S1Q03 du questionnaire « entreprise ».

S1Q04 : N° du registre de commerce/Enregistrement

Vous devez inscrire ici le numéro du registre de commerce attribué à chaque entreprise/établissement par les Greffes des Tribunaux de première instance. Le nombre de caractères est variable.

Exemple : RC/DLA/2007/A/1002

S1Q05 : Type d'établissement de crédit

On distingue trois type d'établissement de crédit : les banques commerciales ; les établissements financiers et les établissements de microfinance. Ces derniers se subdivisent en trois catégories, à savoir les microfinances de première catégorie, les microfinances de deuxième catégorie et les microfinances de troisième catégorie.

Demandez quel est le type d'établissement de crédit, entourez la réponse et inscrivez le code correspondant dans le bac prévu à cet effet.

S1Q06 : Boite postale

Généralement cette boîte postale vous sera communiquée par votre superviseur. En entreprise, demandez la boîte postale pour actualiser l'information reçue de votre superviseur.

S1Q07 : Tel 1/Tel 2/Fax

Même instructions que le S1Q12A du questionnaire « entreprise »

S1Q08 : Arrondissement/Département/Région

Même instructions que le S1Q09, le S1Q08 et le S1Q07 respectivement pour l'arrondissement, le département et la Région du questionnaire « entreprise »

S1Q09 : Ville/Village/Localité

Même instructions que le S1Q10 du questionnaire « entreprise »

S1Q10 : Repère (Quartier/Rue/Lieu-dit/Point de repère)

Même instructions que le S1Q11 du questionnaire « entreprise ».

S1Q11 : Site web/E-mail

Même instructions que les questions S1Q13A et S1Q13B du questionnaire « entreprise ».

SECTION 2 :Caractéristiques de l'établissement de crédit

S2Q01 : Capital social au 31 Décembre 2016 (en milliers FCFA)

Le capital social est la valeur nominale de l'ensemble des actions ou des apports des propriétaires de l'entreprise. Il peut être en numéraire (par exemple, 1 000 000 FCFA) ou en nature (par exemple, un terrain).

Vous devez mentionner ici en chiffres et en milliers de francs le montant du capital social. Ce capital sera ensuite réparti en pourcentage dans la question suivante en fonction de sa provenance (nationale ou étrangère) et des proportions des participations des secteurs public et privé.

S2Q02A et S2Q02B: Ce tableau donne la ventilation du capital social total de l'entreprise selon la provenance (national et étranger) et le type d'agents (public et privé). On devra s'assurer que la somme des quatre parts donne 100%. Ces parts sont obtenues avec une précision de deux décimales.

Exemple

| | Provenance | Participation Privée (en %) | Participation Publique (en %) |
|---------------|------------------|-----------------------------|-------------------------------|
| S2Q02A | Nationale | _ 2_ 5_ , 0_ 0_ | _ 2_ 0_ , 5_ 0_ |
| S2Q02B | Etrangère | _ 3_ 0_ , 5_ 0_ | _ 2_ 4_ , 0_ 0_ |

Somme : 25,00+20,50+30,50+24,00=100,00

S2Q03 : Forme juridique

La forme juridique correspond au statut juridique de l'entreprise. Elle est définie en fonction du degré de responsabilité civile des propriétaires relativement au patrimoine de l'entreprise.

Généralement l'on distingue les entreprises individuelles, les SARL, les SA. Posez la question et inscrivez la réponse dans le bac réservé à cet effet.

S2Q04 : Type (Taille) de l'établissement de crédit

Suivant la taille, l'on distingue quatre types d'entreprises : les Grandes Entreprises (GE), les Moyennes Entreprises (ME), les Petites Entreprises (PE) et les Très Petites Entreprises (TPE). La taille se définit suivant les critères suivants :

| Catégorie Critères | Micro Entreprise | Petite Entreprise | Moyenne Entreprise |
|----------------------------------|------------------------------|------------------------------|-----------------------------|
| Effectif employé (unités) | 0-5 | 6-20 | 21-100 |
| Chiffre d'affaires | Moins de 15 millions de FCFA | Jusqu'à 250 millions de FCFA | Jusqu'à 3 milliards de FCFA |

Demandez la taille de l'établissement de crédit, entourez la réponse et inscrivez le code correspondant dans le bac prévu à cet effet.

S2Q05 : Année de création de l'établissement de crédit

Il s'agit ici de la date de création administrative de l'entreprise. L'information relative à cette date de création administrative est disponible dans les registres administratifs (registres de commerce, registres communaux, etc.).

Posez la question à l'interlocuteur et inscrivez la réponse dans le bac réservé à cet effet. Si le répondant ne se souvient pas du jour et éventuellement du mois de création, inscrivez dans les bacs correspondant aux jours et aux mois les chiffres (_9_9_/_9_9_) dans les quatre premiers bacs.

SECTION 3 : Fonds de garantie

S3Q01 : Selon vous quel devrait être le montant minimum pour qu'un projet puisse être éligible à un fonds de garantie destiné au financement des PME ? (En milliers de FCFA)

Posez la question à l'interlocuteur et inscrivez la réponse dans le bac réservé à cet effet en millier de FCFA.

S3Q02 : Avez-vous déjà été partenaire de la mise en œuvre d'un fonds de garantie ?

Il est question ici de savoir si l'établissement de crédit a déjà été partenaire de la mise en œuvre d'un fonds de garantie.

Posez la question et inscrivez la réponse dans le bac prévu à cet effet. Si votre interlocuteur répond « **Oui** », posez la question suivante, s'il répond « **Non** », allez à la question **S3Q05**.

S3Q03 : Si oui quelle est le nom du fonds de garantie et celui du bailleur

Si votre interlocuteur a répondu « **Oui** » à la question précédente, demandez-lui les noms des fonds de garantie pour lesquels il a été partenaire dans la mise en œuvre et demandez aussi les noms des bailleurs de fonds.

S3Q04 : Grâce à ces garanties, avez-vous augmenté votre portefeuille? Maintenu votre portefeuille de prêts ? Diversifié votre portefeuille de prêts ? Financé des PME que vous n'aurez pas financées sans garanties ?

Posez chacune des questions à votre interlocuteur et inscrivez la réponse dans les bacs prévus.

S3Q05 : Les fonds de garanties peuvent-elles être une solution au financement des PME au Cameroun ?

Il s'agit de demander à l'interlocuteur si les fonds de garantie peuvent être une solution au financement des PME.

Posez la question et inscrivez la réponse dans le bac prévu.

S3Q06 : Expliquez votre réponse ?

Quel que soit la réponse de l'interlocuteur à la question précédente (S3Q05), demander lui (**pourquoi ?**) afin « qu'il justifie » cette réponse.

S3Q06 : Quelle mode de garantie vous semble le plus adapté pour le financement des PME camerounaises ?

Posez la question en listant les différents modes de garantie proposé et inscrivez la réponse dans le bac prévu.

SECTION 4 : Octroi des crédits

S4Q01 : Avez-vous connaissance de la loi définissant les PME au Cameroun ?

Il s'agit de savoir si votre interlocuteur connaît la loi qui définit les PME (Loi N° 2015/010 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2010/001 du 13 avril 2010 portant Promotion des PME).

Posez la question et inscrivez la réponse dans le bac prévu. Si sa réponse est « **Oui** », posez la question qui suivante, si sa réponse est plutôt « **Non** », allez à la question **S4Q04**.

S4Q02 : Si oui, utilisez-vous cette loi ?

Si la réponse de l'interlocuteur à la question précédente (S4Q01) est « Oui », demandez-lui s'il utilise cette loi et inscrivez la réponse dans le bac prévu.

S4Q03 : Octroyez-vous du crédit aux PME ?

Le crédit est un prêt d'argent consenti sur une certaine durée par un établissement de crédit à un tiers. Durant son dénouement, l'emprunteur rémunère l'établissement de crédit suivant un taux d'intérêt qui tient compte de la durée de l'opération, et rembourse le capital emprunté.

Posez simplement la question et inscrire la réponse dans le bac prévu.

S4Q04 : Donnez une estimation du crédit octroyé à chaque type d'entreprise en 2018

Il est question de collecter respectivement l'estimation du **nombre de crédits** ainsi que le **volume de crédits** octroyés pour l'année 2018, à chaque type d'entreprise. Les types d'entreprises ici sont définis par la fourchette du chiffre qu'elles ont réalisé.

S4Q05 : Montant des crédits demandés (en milliers de FCFA)

Demandez le montant de l'ensemble de crédit sollicité et inscrire la réponse dans le bac prévu en millier de FCFA.

S4Q06 : En ce qui concerne les PME, quelle est le terme des crédits que vous octroyez la plupart du temps ?

Il est question, ici, de savoir l'horizon temporel des crédits qui sont octroyés la plupart du temps aux PME. Posez la question et renseignez le bac prévu à cet effet.

S4Q07 : Pour ces crédits octroyés, quelle est la durée la plus courte et la durée la plus longue de remboursement ?

Il est question, ici, de savoir le terme le plus court et la durée la plus longue de remboursement des crédits qui sont octroyés la plupart du temps aux PME. Posez la question et renseignez le bac prévu à cet effet.

S4Q08 : En ce qui concerne les PME, quel est par type d'activité, le nombre et le volume de crédit octroyés ?

Il s'agit ici de savoir par type d'activité, le nombre de crédit et le volume de crédit octroyé aux PME. Posez la question et renseignez le bac prévu à cet effet.

S4Q09 : Pour les différents objets énumérés, donnez le nombre de crédit demandé, le nombre de crédit octroyé, le taux d'intérêt moyen pratiqué ainsi que les principales garanties exigées

Objet des crédits octroyés aux PME

L'offre de crédit aux entreprises est variée. Selon le critère de l'objet, on peut distinguer : l'acquisition de matières premières et d'emballages, le financement du haut du bilan, le paiement des impôts et taxes, le financement des marchés, le paiement des dettes de court terme, etc.

Posez la question au correspondant notamment sur le nombre de demande de crédit reçus et le nombre de crédit octroyé pour chacun des objets et renseignez le bac prévu à cet effet.

Taux d'intérêt pratiqués par objet

Le taux d'intérêt désigne le pourcentage permettant de calculer la rémunération du capital prêté. Il peut être fixe ou variable et est établi en fonction de nombreux facteurs tels que le coût du refinancement de l'établissement de crédit, le coût de l'argent emprunté sur les marchés, les coûts fixes de gestion, la politique commerciale et le taux d'usure de la Banque centrale.

Pour chaque type d'objet de crédits octroyés aux PME demandez le Taux débiteur moyen annuel pratiqué et inscrivez-le dans le bac réservé à cet effet.

Garanties exigées par objet

Les garanties permettent à la banque de se prémunir contre l'insolvabilité de l'emprunteur. Elles varient selon la nature du crédit, le montant, la durée et le client sollicitant le crédit. Elles peuvent être réelles (gage de titre, gage de marchandises, etc.), personnelles (cautions), morales (promesse d'hypothèque ou de gage, lettre d'intention venant d'un tiers, etc.)

Vous renseignerez les **principales garanties exigées pour l'octroi du crédit** et aussi les **principales garanties exigées lors des demandes de crédit, mais qui n'ont pas pu être produites par les demandeurs** à partir de la nature de l'objet de crédit octroyé aux PME.

S4Q10 : Dans quelle situation se trouvent les PME qui sollicitent les crédits chez vous ?

Les entreprises, tout au long de leur existence, sont à mener à recourir auprès des établissements de crédits afin de financer leurs activités. Quatre situations sont retenues et ne s'excluent pas mutuellement. Pour chacune des situations, posez la question au correspondant, inscrire 1 pour « oui » et 2 pour « non » dans les bacs prévus à cet effet.

S4Q11 : Effectuez-vous des descentes auprès des PME préalablement à l'octroi du crédit ?

Il s'agit ici de savoir si les établissements de crédit descendent auprès des entreprises avant l'octroi des crédits à ces entreprises. Posez la question et inscrivez la réponse dans le bac prévu.

S4Q12 : Effectuez-vous des descentes auprès des PME après que vous leur ayez octroyé du crédit ?

Il s'agit ici de savoir si les établissements de crédit descendent auprès des entreprises après l'octroi des crédits à ces entreprises. Posez la question et inscrivez la réponse dans le bac prévu.

S4Q13 : Si oui, à quelle fréquence ?

Il est question de savoir à quelle fréquence les descentes après octroi de crédit sont effectuées.

S4Q14 : Quelle appréciation faites-vous du recouvrement des créances ?

Posez la question au correspondant et renseignez la réponse.

S4Q15 : Quelle appréciation faites-vous des PME par rapport aux aspects suivants liés au crédit

Posez la question au correspondant et renseignez les bacs prévus à cet effet.

S4Q16 : Quel est le volume des créances impayées en milliers de FCFA aux échéances suivantes ?

Il est question d'avoir l'estimation du volume de créances impayées par les PME aux dates proposées.

Les **créances impayées** sont des sommes non payées à l'échéance contractuelle. Elles sont notamment constituées :

- Des échéances de crédits autres qu'immobiliers impayées pendant une durée inférieure ou égale à 90 jours ;
- Des loyers de location-simple, de location avec option d'achat ou de crédit-bail afférents à des biens immobiliers et des échéances de crédits immobiliers impayés pendant une durée inférieure ou égale à 180 jours ;

- des loyers de location-simple, de location avec option d'achat ou de crédit-bail afférents à des biens mobiliers, impayés pendant une durée inférieure ou égale à 90 jours ;
- Des dépassements par rapport aux limites de crédit autorisées (montant et/ou période de validité) enregistrés sur les comptes courants, qui ne sont pas régularisés dans un délai inférieur ou égal à 90 jours ;
- Des intérêts et/ou du principal des titres de créance échus et impayés pendant une durée inférieure ou égale à 90 jours.

Sont également considérés comme impayés les concours frappés de déchéance de terme depuis moins de 90 jours, pour tout motif autre que la survenance d'impayés ou l'incapacité de remboursement du débiteur.

Posez la question au correspondant et renseignez les bacs prévus à cet effet

S4Q17 : Quel est le volume des créances en souffrance en milliers de FCFA aux échéances suivantes ?

Il est question d'avoir l'estimation du volume des créances en souffrance dues par les PME aux dates proposées.

Les **créances en souffrance** sont constituées des "**créances immobilisées**", des "**créances impayées**" et des "**créances douteuses**".

Les **créances immobilisées** sont des créances directes sur l'Etat ou garanties par ce dernier, les avances sur les marchés publics inscrits au budget de l'Etat et nantis et dont les paiements sont domiciliés de façon irrévocable dans les livres de l'établissement de crédit, et les avances sur les titres émis par l'Etat, échues depuis plus de 90 jours mais dont le remboursement final, sans être compromis, ne peut être effectué immédiatement par l'Etat ou le débiteur garanti.

Les **créances impayées** sont des sommes non payées à l'échéance contractuelle. Elles sont notamment constituées :

- Des échéances de crédits autres qu'immobiliers impayées pendant une durée inférieure ou égale à 90 jours ;
- Des loyers de location-simple, de location avec option d'achat ou de crédit-bail afférents à des biens immobiliers et des échéances de crédits immobiliers impayés pendant une durée inférieure ou égale à 180 jours ;
- des loyers de location-simple, de location avec option d'achat ou de crédit-bail afférents à des biens mobiliers, impayés pendant une durée inférieure ou égale à 90 jours ;
- Des dépassements par rapport aux limites de crédit autorisées (montant et/ou période de validité) enregistrés sur les comptes courants, qui ne sont pas régularisés dans un délai inférieur ou égal à 90 jours ;
- Des intérêts et/ou du principal des titres de créance échus et impayés pendant une durée inférieure ou égale à 90 jours.

Sont également considérés comme impayés les concours frappés de déchéance de terme depuis moins de 90 jours, pour tout motif autre que la survenance d'impayés ou l'incapacité de remboursement du débiteur.

Les **créances douteuses** sont des créances de toute nature, même assorties de garantie, qui présentent un risque probable de non-recouvrement total ou partiel. Elles sont notamment constituées par :

- les concours autres que les crédits immobiliers comportant au moins une échéance impayée depuis plus de 90 jours ;
- les encours des crédits immobiliers comportant au moins une échéance impayée depuis plus de 180 jours ;
- les encours des opérations de location-simple, de location avec option d'achat ou de crédit-bail afférents à des biens immobiliers comportant au moins un loyer impayé depuis plus de 180 jours ;
- les encours des opérations de location-simple, de location avec option d'achat ou de crédit-bail afférents à des biens mobiliers comportant un loyer impayé depuis plus de 90 jours ;
- les soldes débiteurs des comptes courants ou ordinaires sans aucun mouvement créditeur significatif depuis plus de 90 jours ;
- les soldes débiteurs des comptes courants ou ordinaires en dépassement par rapport aux limites de crédit autorisées (montant et/ou période de validité), qui n'est pas régularisé dans un délai supérieur à 90 jours ;
- les créances ayant un caractère contentieux (concours ayant fait l'objet d'une mise en recouvrement judiciaire, d'une procédure collective engagée à rencontre du débiteur - règlement préventif, redressement judiciaire, liquidation de biens, faillite personnelle -, créances donnant lieu à un recouvrement litigieux ou à une procédure arbitrale, résiliation du contrat de crédit-bail) ;
- les titres de créance échus et impayés depuis plus de 90 jours.

Sont également considérés comme créances douteuses :

- les concours frappés de déchéance du terme depuis plus de 90 jours, autres que ceux visés par l'article 8 ;
- les engagements par signature Irrévocables, en faveur de contreparties qui présentent un risque probable ou certain de défaillance partielle ou totale ou dont les concours sont classés comme douteux.

Posez la question au correspondant et renseignez les bacs prévus à cet effet

S4Q18 : Proportion de remboursement effectué de manière

Cette question capte la proportion de remboursement effectuée de manière spontanée, assistée ou coercitive. Le total doit donner 100%

S4Q19 : Quels sont les principales causes de non remboursement

Demandez les principales causes de non remboursement de crédit par les PME et inscrivez les réponses dans l'espace réservé à cet effet.

S4Q20 : Quelles sont en général les caractéristiques des PME qui remboursent toujours les crédits octroyés à l'échéance ?

Demandez les caractéristiques des PME qui remboursent toujours les crédits octroyés à l'échéance et inscrivez les réponses dans l'espace réservé à cet effet.

S4Q12 : Quelles propositions pouvez-vous formuler à l'endroit des pouvoirs publics pour favoriser la culture de remboursement des crédits par les PME

Recueillir toutes les propositions formulées pour favoriser la culture de remboursement des crédits par les PME et consignez-les dans l'espace réservé.

S4Q13 : Quelles propositions pouvez-vous formuler à l'endroit des Partenaires techniques et financiers du Cameroun pour le financement des PME

Recueillir toutes les propositions formulées pour le financement des PME et consignez-les dans l'espace réservé.